ALLEMAGNE

Le tueur du lycée ne visait que les enseignants

Page A 6

RUSSIE

Les steppes de Sibérie, tombeau du général Lebed

Page A 7

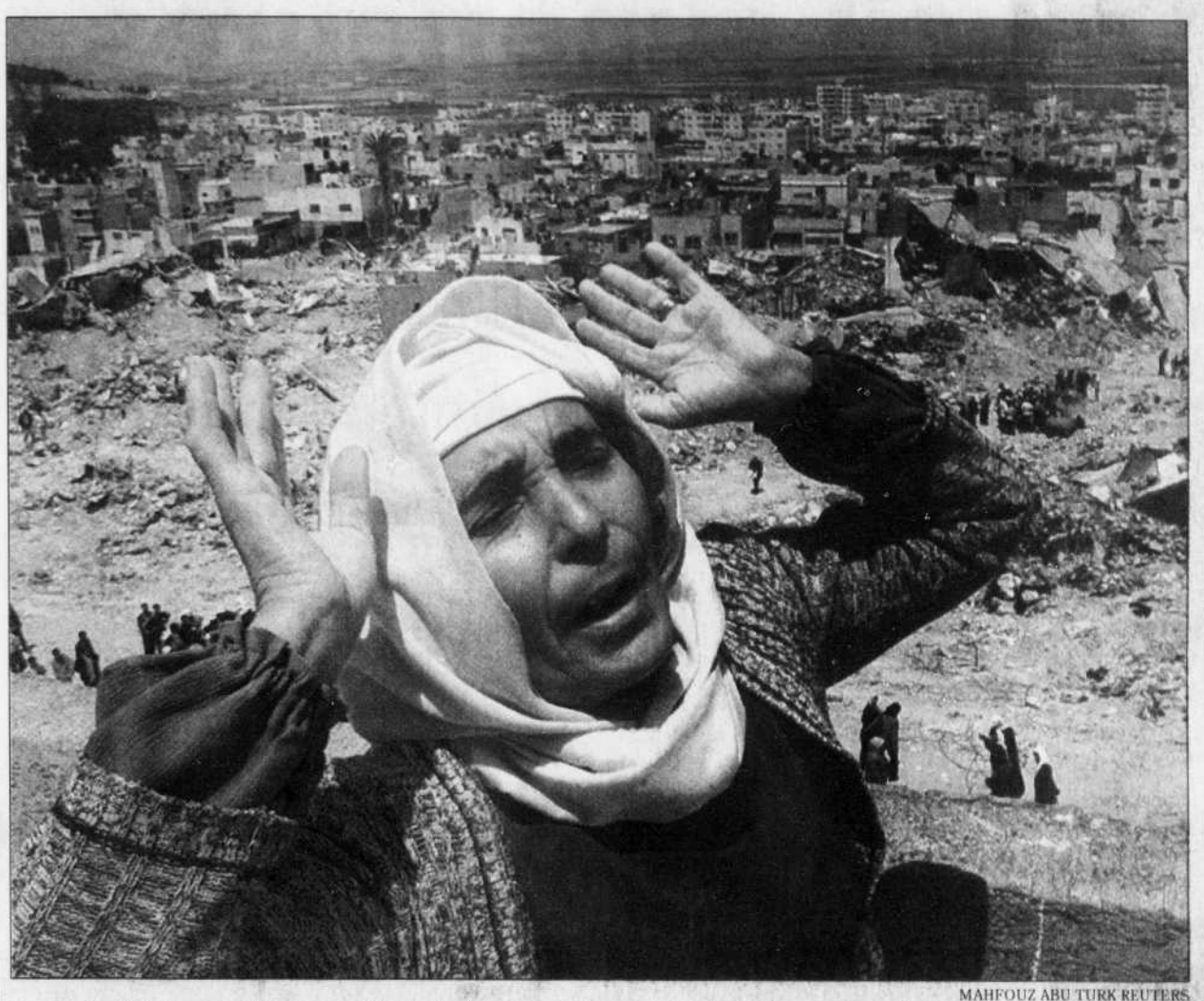
www.ledevoir.com

LE DEVOIR

Vol. XCIII N° 93 ◆ LE LUNDI 29 AVRIL 2002 ◆ 87¢ + TAXES = 1$

Bush: Arafat est libre

Israéliens et Palestiniens acceptent un compromis américain



MAHFOUZ ABU TURK REUTERS

Une Palestinienne exprimait son désespoir hier dans le camp de Jénine, en Cisjordanie, où l'armée israélienne a mené récemment de violentes attaques. Israël a demandé hier un nouveau délai de 24 heures avant de donner son feu vert à la venue de la mission de l'ONU chargée d'établir les faits qui s'y sont déroulés.

D'APRÈS REUTERS, AFP ET AP

«C'*est un jour d'espoir*» pour le Proche-Orient, a déclaré hier George W. Bush en se félicitant de l'adhésion des Israéliens et des Palestiniens à sa proposition de compromis pour mettre fin au siège d'un mois de Yasser Arafat à Ramallah, en Cisjordanie.

«Le président Arafat est désormais libre de ses mouvements, libre de diriger et nous attendons qu'il le fasse», a ajouté Bush de son ranch de Crawford, au Texas.

La Maison-Blanche a annoncé que le gouvernement israélien avait accepté, à la demande du président Bush, de rendre sa liberté de mouvement à Arafat, assiégé depuis le 29 mars dans son quartier général de Ramallah, et de retirer ses forces de la ville autonome.

Le premier ministre israélien Ariel Sharon, qui doit rencontrer Bush début mai, a accepté la proposition après un entretien téléphonique avec le président américain pendant un Conseil des ministres houleux, au cours duquel 17 ministres ont voté pour et neuf contre.

La proposition prévoit de faire garder par des Américains ou des Britanniques dans les territoires autonomes palestiniens cinq membres du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP, gauche radicale) impliqués dans l'assassinat d'un ministre israélien ainsi qu'un proche d'Arafat, accusé de trafic d'armes pour le compte de l'Autorité palestinienne.

VOIR PAGE A 10: **BUSH**

La conscience ne serait pas spécifique à l'humain

Les scientifiques découvrent les fondements biologiques de l'expérience consciente

PAULINE GRAVEL
LE DEVOIR

Paris — La conscience ne serait pas l'apanage de l'humain. D'autres espèces du règne animal éprouveraient des expériences conscientes, ce qui confirmerait que des structures biologiques la sous-tendent.

Selon d'éminents neuroscientifiques réunis en congrès à Paris, la conscience résulterait de processus neuronaux particuliers parfaitement unifiés, mais néanmoins très complexes. Depuis des lustres, les philosophes se sont penchés sur l'énigme de la conscience, celle qui nous abandonne lorsque nous nous endormons et qui réapparaît quand nous nous réveillons, autant que celle du *«Je pense, donc je suis»* de Descartes. Les scientifiques s'y sont par contre attaqués beaucoup plus tardivement. Même le grand neurophysiologiste Charles Sherrington en 1940 avait la conviction que la conscience ne pouvait s'expliquer scientifiquement. *«Quand je tourne mon regard vers le ciel, je vois le dôme aplati du ciel et le disque brillant du Soleil. Un rayon de lumière venu du Soleil pénètre dans l'œil* [...] *et donne naissance à une série d'étapes chimiques et électriques qui aboutissent à la couche nerveuse située en haut du cerveau*, disait-il.

DAVID GRAY REUTERS

Un gorille du zoo de Sydney, l'air songeur.

VOIR PAGE A 10: **CONSCIENCE**

L'Alsace, bastion du FN

La France douillette des pro-Le Pen

Jean-Marie Le Pen croit dur comme fer à sa victoire au deuxième tour de l'élection présidentielle de dimanche prochain. Le président du Front National s'estime en mesure de réunir entre 40 et 51 % des voix grâce notamment aux nouveaux bastions lepénistes de la «France profonde», tels que l'Alsace.

NICOLE GAUTHIER
LIBÉRATION

Wisches (Bas-Rhin) — Les maisons, cossues, sont construites de grès rose, les rues sont joliment pavées et, à la sortie du village, l'étang de pêche, en ce week-end de printemps, attend ses premiers clients. À Wisches, 2017 habitants, dans la vallée vosgienne de la Bruche, les immigrés sont rares (*«On a une famille turque, mais enfin, ils sont gentils comme tout»*), le chômage est en dessous de la moyenne nationale et, en matière d'insécurité, le fait le plus spectaculaire est l'incendie de la porte de la salle des fêtes de la commune. *«On vit bien, ici»*, assure Valérie Quieti, 35 ans.

Mais le 21 avril, Wisches a mis Jean-Marie Le Pen largement en tête du premier tour. L'extrême droite y totalise 32 % des suffrages, contre 16 % à Jacques Chirac et 11 % à Lionel Jospin, quatrième homme derrière François Bayrou (13 %). Comme en 1988, comme en 1995, l'Alsace a confirmé son statut de

VOIR PAGE A 10: **FRANCE**

Lire aussi en page A 7

■ **Une semaine à hauts risques**

INDEX

Annonces	A 6	Idées	A 9
Actualités	A 3	Monde	A 7
Avis publics	B 4	Mots croisés	B 4
Convergence	B 7	Météo	B 4
Culture	B 8	Religions	B 6
Économie	B 1	Sports	B 5
Éditorial	A 8	Télévision	B 8
Fonds	B 2		

7 78313 00064 1

L'ENTREVUE

Le grand prêtre de la pellicule

Robert Daudelin est si collé à la Cinémathèque québécoise qu'on se demande à quoi elle carburera après son départ

JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Robert Daudelin quittera cet automne la Cinémathèque québécoise, un navire dont il a tenu la barre pendant trois décennies.

ODILE TREMBLAY
LE DEVOIR

Il aime le jazz, la lecture, mais le cinéma demeure la passion de sa vie. Une passion doublée d'une mission et peut-être même d'un sacerdoce. On rencontre Robert Daudelin dans son bureau de la Cinémathèque québécoise bien sûr, temple de la pellicule où il trône lui-même comme une institution.

Quand on a passé trois décennies à la tête d'un temple cinéphilique, à 63 ans, on regarde derrière, on regarde devant, en éprouvant sans doute une sorte de vertige. Dans certains domaines culturels, tout a changé si vite que trois décennies survolent plusieurs révolutions.

Si collé à son institution, Robert Daudelin, qu'on se demande à quoi la future Cinémathèque carburera après son départ prévu en octobre prochain. Il quitte la boîte comme elle arrive à la croisée des chemins. Aux yeux de Robert Daudelin, un autre, plus jeune idéalement, sera sans doute mieux placé pour évaluer les nouveaux enjeux et donner le nécessaire coup de barre aux besoins de ce navire. *«Il devra avoir une perspective d'avenir à long terme*, constate-t-il. *Et de mon côté, attaquer ces questions-là à 63 ans...»*

On l'aura compris: l'avenir des cinémathèques l'inquiète. En fait, il oscille entre l'inquiétude et l'espoir, Robert Daudelin. Quand il voit de très jeunes gens découvrir dans sa salle Claude-Jutra le cinéma de Bresson, de Rossellini ou de Dreyer, en s'enthousiasmant après les projections, ça le rassure.

Quand il constate à quel point l'Ex-Centris de Daniel Langlois a redonné au cinéma sa place dans le réseau culturel, au même titre qu'une sortie au théâtre ou au concert, il reprend espoir. À ses yeux, les mégaplexes sonnaient le glas d'une certaine cinéphilie à cause du décor impossible allergique à toute réflexion et à tout recueillement, mais des institutions parallèles poussent ailleurs et ça l'apaise.

VOIR PAGE A 10: **DAUDELIN**

IDÉES

Dictature des temps numériques?

Le Devoir poursuit ce matin en page *Idées* la publication d'une série qui tente d'expliquer l'ampleur des changements en cours découlant du développement de l'industrie numérique. Préparée en collaboration avec la chaire Daniel-Langlois sur le numérique et les beaux-arts de l'université et son titulaire, Hervé Fischer, la série réunit des experts de divers horizons. Aujourd'hui, Jean-Claude Guédon, de l'Université de Montréal, se demande si l'arrivée d'Internet creuse ou réduit l'écart entre riches et pauvres, pendant que Charles Halary, de l'Université du Québec à Montréal, nous ramène au temps de Charlie Chaplin en nous rappelant que pour ce grand artiste, nouveauté (temps modernes) et dictature allaient de pair. Qu'en est-il aujourd'hui?

L'âge du numérique

■ **À lire en page A 9**

Montréal, le lundi 29 avril 2002

À tous nos employés et employées syndiqués,

Pour continuer à travailler ensemble, Bombardier Aéronautique offre à ses 7 500 employés des **conditions de travail supérieures**

> Augmentation de salaire de **15 %** sur quatre ans

> Augmentation du salaire moyen de 43 000 $ à **50 000 $** par année

> Le meilleur régime de retraite de l'industrie aéronautique au Canada

> Améliorations significatives au régime d'avantages sociaux

Ensemble, nous avons partagé les bénéfices du succès de Bombardier Aéronautique

> Création de plus de **4 000** emplois en cinq ans

> Augmentation salariale bien au-delà de l'indice des prix à la consommation pour les cinq dernières années

> Investissements de plus de **500 millions de dollars** dans la construction et la modernisation d'installations de production

Ensemble, bâtissons notre avenir!

BOMBARDIER
AÉRONAUTIQUE

Chantal Hébert

◆ ◆ ◆

Dumont, Charest et l'avenir du Bloc

La visite-éclair de Mario Dumont sur la colline parlementaire fédérale la semaine dernière aura finalement suscité davantage d'émoi au Bloc québécois et au bureau du chef de l'opposition officielle à Québec que dans les officines du leader conservateur Joe Clark avec qui il avait pourtant rendez-vous.

Comprenons-nous bien. M. Clark était tout à fait ravi de recevoir de la si belle visite. Après tout, ce n'est pas tous les jours qu'il a l'occasion de contempler un des rares fruits de son défunt accord de Charlottetown. Si on doit à l'épisode de Meech la naissance du Bloc québécois et du Reform Party, l'Action démocratique du Québec, par contre, est un produit dérivé de l'ouvrage constitutionnel de Joe Clark..

Et puis, dans l'état actuel des choses au PC, tout est nécessairement prétexte à démontrer que, là où il y a encore de la vie, il y a forcément de l'espoir.

Or, d'espoir au singulier plutôt qu'au pluriel, Joe Clark fait une spécialité ces temps-ci. À témoin, la veille de son entretien avec Mario Dumont, il avait affirmé sans rire aux invités d'un souper-bénéfice conservateur que, même s'il venait de perdre un an de reconstruction à échafauder des châteaux de sable avec des dissidents de l'Alliance canadienne, son parti était mieux positionné que jamais pour rafler le pouvoir aux libéraux dès les prochaines élections fédérales…

Tout cela pour dire que le chef conservateur n'avait rien à perdre à saisir une occasion de montrer que son parti est acquis à la cause provinciale en matière de déséquilibre fiscal. De plus, il devait bien se douter que son concurrent de l'Alliance canadienne Stephen Harper s'intéresse également au cas Dumont.

◆ ◆ ◆

Dans l'entourage de Jean Charest par contre, on n'a guère apprécié que son successeur à la tête du PC sorte le tapis rouge pour Mario Dumont et lui permette du coup d'être le premier des trois chefs québécois à venir de vive voix plaider la cause du Québec à Ottawa depuis la publication du rapport Séguin. Surtout que M. Charest, qui ne doit pas avoir trop de difficulté à obtenir des rendez-vous sur la colline parlementaire, était en mini-tournée dans l'Outaouais québécois ce même jour et qu'on ne lui a pas vu le bout du nez du côté ontarien de la rivière.

Au bout du compte, le dépit libéral n'avait d'égal que celui du Bloc qui s'est enquis plutôt deux fois qu'une, c'est-à-dire au bureau de Joe Clark et à celui de l'ADQ, du motif de la visite de Mario Dumont au seul chef conservateur.

Ce n'est pourtant pas compliqué. Après avoir fait campagne contre l'ADQ dans le cadre des élections partielles de la semaine précédente dans Saguenay, le Bloc pouvait difficilement s'attendre à figurer sur le carnet de danse de Mario Dumont quelques jours plus tard.

Ce n'est pas comme si l'un était sur le point de ne plus trouver l'autre en travers de son chemin électoral. À l'occasion des élections complémentaires qui se dérouleront sous peu dans Lac-Saint-Jean, le député bloquiste Stéphan Tremblay se propose de porter les couleurs du PQ. Et même si son collègue de Joliette Pierre Paquette a fait bien plaisir à Gilles Duceppe en déclinant les appels pressants du premier ministre Bernard Landry à défendre l'ancien fief de Guy Chevrette, il est encore possible que des députés bloquistes se résignent à aller aider le PQ à tenter de sauver les meubles lors des élections générales.

◆ ◆ ◆

Rien n'empêche que, si la tendance se maintient, il pourrait y avoir davantage de députés souverainistes au Parlement d'Ottawa qu'à l'Assemblée nationale à l'issue des prochaines élections québécoises.

En toute logique, le moment semblerait alors particulièrement bien choisi pour le Bloc d'exécuter sa promesse d'être une présence temporaire à Ottawa.

Tant que le gouvernement à Québec est péquiste, la thèse bloquiste voulant que le parti reste en place jusqu'à ce que la souveraineté se réalise et qu'il occupe son temps d'ici là à défendre les intérêts du Québec peut encore tenir la route dans l'abstrait (encore que les résultats dans le concret laissent à désirer).

Le jour où les Québécois donneront le pouvoir à un autre parti, la souveraineté ne sera même plus inscrite à l'ordre du jour du gouvernement, lequel n'aura pas non plus d'atomes crochus avec le Bloc.

Au cours de son point de presse à Ottawa, Mario Dumont n'a pas parlé ouvertement du Bloc mais il a évoqué le danger pour le Québec d'être isolé des grands courants de la politique fédérale.

Quant à Jean Charest, son passé conservateur et sa vocation fédéraliste le rendent encore moins susceptible de trouver la moindre utilité à un parti qu'il a lui-même combattu aussi bien au niveau fédéral qu'au référendum.

Cela n'empêchera sans doute pas des ténors actuels du Bloc de soutenir que, dans la logique souverainiste, le maintien d'un fort à Ottawa est plus essentiel que jamais. Et d'asseoir leur légitimité sur leur capacité de continuer de se faire élire, même si c'était en nombre toujours décroissant.

Ce faisant, bien sûr, les députés du Bloc ne seraient pas les premiers élus fédéraux du Québec à prétendre avoir autant sinon davantage le pas québécois qu'un gouvernement qui siège à l'Assemblée nationale. C'était exactement le discours des députés du Québec qui siégeaient autour de Pierre Trudeau au moment du rapatriement de la Constitution.

***Chantal Hébert est* columnist *politique au* Toronto Star.**

Répression de la manifestation anti-mondialisation au Carré Dominion

Les organisateurs condamnent l'intervention policière de vendredi

CAROLINE MONTPETIT
LE DEVOIR

La Convergence des luttes anti-capitalistes (CLAC), l'organisme à l'origine de la manifestation de vendredi contre la rencontre des ministres du Travail et de l'Emploi du G8, à Montréal, a dénoncé hier les procédures employées par la police pour réprimer la manifestation.

Cette répression constitue, selon la CLAC, la *«suspension du droit à la présomption d'innocence, et de celui, tout aussi fondamental, de manifester et de s'exprimer»*. Selon Barbara Legault, porte-parole de la CALC, le SPVM n'a pas, comme il l'allègue, donné ordre aux manifestations de se disperser, avant de les encercler et de les mettre en état d'arrestation pour *«attroupement illégal»*.

Rappelons qu'après l'encerclement, les manifestants ont été maintenus sur place durant plusieurs heures, que la police a distribué, selon le CLAC, 147 constats d'infraction, et a détenu 25 personnes, dont l'une, étant en bris de condition, l'est toujours aujourd'hui. Tout ceci, avant même que la manifestation ne débute.

Samedi, au cours d'une conférence de presse, le commandant André Durocher, du Service de police de la Ville de Montréal, avait déclaré que la police avait agi ainsi, parce qu'elle détenait des informations selon lesquelles des actes de violence étaient prévus au cours de cette manifestation. Pour justifier son intervention, le SPVM a exhibé des armes saisies parmi les manifestants: un pistolet de 9 mm, des boules de billard, des cocktails Molotov, des briques et des masques à gaz.

Droit de manifester

La Ligue des droits et libertés a pour sa part également condamné l'intervention du SPVM, ajoutant que cette opération *«équivaut à la négation totale de la liberté d'expression et du droit de manifester»*.

«Pendant tout ce temps, il n'y a eu aucun geste d'agressivité, aucune confrontation de la part des personnes détenues envers les policiers. Les personnes arrêtées sont fouillées et embarquées dans des autobus, pour être, pour la plupart, relâchées plus loin avec un constat d'infraction à un règlement municipal», écrit la Ligue.

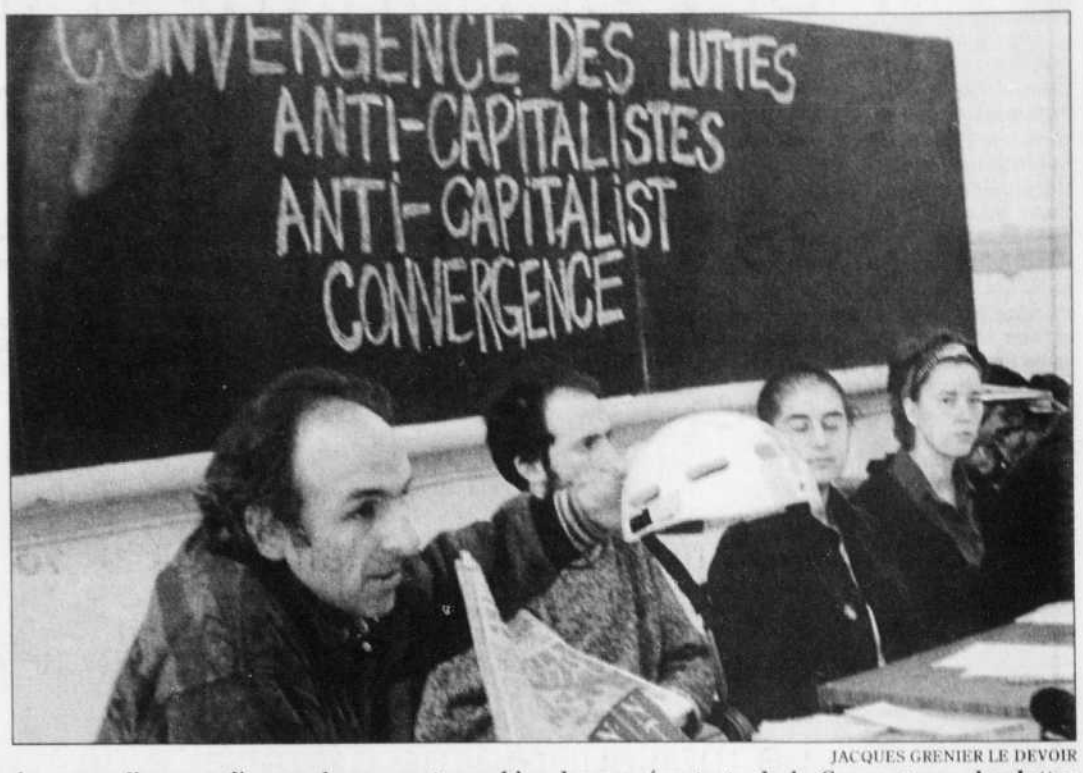
Pour sa part, Mme Legault maintient que la CLAC a lancé une invitation à manifester à l'ensemble de la population. La CLAC maintient-elle, n'avait prévu aucune intervention violente.

«On n'avait rien organisé d'autre que la marche au flambeau», dit-elle.

Au départ, plusieurs centaines de manifestants s'étaient réunis au Carré Dominion, à l'angle des rues Peel et René-Lévesque, et participaient à un atelier d'éducation populaire sur le G8, quand les policiers ont encerclé l'attroupement sans avertissement, selon le CLAQ.

«Ils n'ont pas procédé comme d'habitude», relève Barbara Legault, qui estime qu'une telle procédure d'*«arrestation préventive»*, ne s'est pas vue depuis la Loi sur les mesures de guerre d'octobre 1970.

Hier, au lendemain de la conférence de presse du commandant Durocher, le service de police refusait de répondre aux questions des journalistes sur cet incident.



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Au cours d'une conférence de presse tenue hier, les représentants de la Convergence des luttes anti-capitalistes (CLAC) ont soutenu qu'ils n'avaient prévu aucune intervention violente à l'occasion de la manifestation, vendredi dernier, contre la rencontre des ministres du Travail et de l'Emploi du G8, à Montréal.

Reportage à *60 minutes*

Le Canada se défend d'être un paradis pour terroristes

RANDALL PALMER
REUTERS

Ottawa — Plusieurs ministres canadiens ont critiqué cette semaine un reportage de la télévision américaine dépeignant le Canada comme un paradis pour terroristes, rappelant qu'un équilibre était nécessaire entre la sécurité du pays et le respect des libertés civiles.

Réagissant au reportage de l'émission *60 minutes* diffusée hier en soirée, les ministres ont expliqué que bien que le Canada abrite probablement des *«sympathisants»* du réseau terroriste al-Qaïda – qu'Ottawa par ailleurs continue activement de pourchasser – le pays ne souhaite nullement devenir un État policier.

«Nous sommes conscients qu'il y a des sympathisants d'al-Qaïda et d'autres organisations terroristes au Canada. Cela n'a rien d'une révélation, nous l'avons répété plusieurs fois depuis l'automne», a déclaré aux journalistes le ministre canadien de la Défense, Art Eggleton.

«Mais il n'y a pas de cellules actives, pas de structures terroristes comme il en existe dans d'autres pays», a-t-il ajouté.

Le Canada, un pays relativement ouvert, est régulièrement accusé d'être un refuge pour les terroristes et de ne pas en faire suffisamment pour garantir la sécurité du continent nord-américain dans la foulée des attentats du 11 septembre contre New York et Washington.

Questions aux Communes

Le ministre Eggleton ainsi que le vice-premier ministre John Manley ont dû affronter aux Communes un barrage de questions à quelques jours de la diffusion du reportage. L'émission présente entre autres le témoignage d'un espion canadien à la retraite, qui affirme que des membres de près de 50 groupes terroristes, notamment du réseau al-Qaïda de l'islamiste Oussama ben Laden, sont toujours actifs au Canada et qu'il leur serait facile de traverser la frontière pour se rendre aux États-Unis.

«Le Canada ne représente pas une menace plus grande pour les États-Unis que ce qui existe déjà à l'intérieur de leurs frontières», a déclaré le vice-premier ministre.

Le reportage de *60 minutes* cite aussi David Harris, ancien responsable de la planification stratégique pour les services de contre-espionnage canadiens, qui affirme que de nombreux groupes opèrent à partir du Canada, notamment l'IRA, le Hezbollah libanais, le Hamas et al-Qaïda. *«Le Canada a tout pour attirer les terroristes traqués. Une économie moderne afin d'amasser des fonds qu'il est ensuite facile de transférer ailleurs dans le monde ainsi qu'une population ethniquement diversifiée permettant de passer inaperçu»*, déclare Harris.

Il vous arrive d'égarer votre billet?

Parfait.
Abonnez-vous!

Lotomatique, la solution parfaite à vos tracas. Fini les oublis, la vérification de vos numéros, les tirages manqués, les billets égarés et vous recevez même les lots gagnés par la poste! Loto-Québec s'occupe de tout. De plus, vous contribuez à une belle œuvre car **Lotomatique vient en aide à des organismes communautaires**.

Si le jeu prend toute la place...

La fondation Mise sur toi, une initiative de Loto-Québec.

Conflit à Radio-Canada

Le syndicat hausse le ton

LE DEVOIR

Au 37e jour de lock-out de la SRC, l'équipe de négociation syndicale hausse le ton et commence à trouver que les patrons de la boîte font preuve de mauvaise foi et ne se pressent guère de trouver des solutions au conflit qui s'éternise sur les ondes en prenant le public en otage.

«Après plus d'un mois de lock-out, force nous est de constater que Radio-Canada ne cherche pas un règlement rapide au conflit, estime le vice-président du Syndicat des communications de Radio-Canada, Ubald Bernard. *Depuis le 26 mars, date à laquelle nos membres ont réitéré leurs priorités pour en arriver à un règlement satisfaisant, la SRC n'a pratiquement pas avancé. Une centaine d'heures de négociation plus tard, une partie seulement des sujets en litige ont été discutés: seulement deux points sur dix ont fait l'objet de progrès. De toute évidence, les négociateurs patronaux n'ont pas de mandat.»*

Le syndicat s'irrite particulièrement du fait que la proposition d'amender les conditions de travail précaire des employés temporaires se soit butée à une fin de non-recevoir. Il condamne l'attitude de la direction, qui exigeait, il y a peu, le silence médiatique, mais redouble d'ardeur pour tenter de miner la crédibilité des négociateurs syndicaux, par l'entremise de son site Internet ou ailleurs. *«Radio-Canada n'hésite pas à diffuser une propagande mensongère sur le négociation,* indiquait un communiqué émis hier par le syndicat. *Elle tente de faire porter l'odieux des retards que prennent les pourparlers sur les épaules des négociateurs syndicaux.»*

Optimiste, le syndicat ne perd pas espoir qu'un règlement satisfaisant puisse intervenir dans un avenir rapproché. *«Pour cela, les membres du conseil d'administration de la SRC, représentants des contribuables qui paient pour cette société publique, devront toutefois prendre leurs responsabilités: demander des comptes à l'équipe patronale de négociation et lui donner des mandats nécessaires pour conclure une nouvelle convention collective»*, conclut Ubald Bernard.

Par ailleurs, la pétition que font signer les employés de Radio-Canada réclamant la fin du lock-out qui a jeté au trottoir 1400 travailleurs de l'information, a récolté l'appui de députés, d'un sénateur et de militants libéraux. À l'entrée du Centre des congrès de Québec, les «lock-outés» ont recueilli entre autres les signatures du chef du parti libéral Jean Charest, du lieutenant-gouverneur du Québec, Lise Thibault. Le maire de Québec Jean-Paul Lallier, le sénateur Serge Joyal, le député de Montmagny Gilbert Normand ainsi que des personnalité de la scène culturelle et sociale, comme Clémence Desrochers, Victor-Lévy Beaulieu, Serge Bouchard et Bernard Arcand, l'ont également signée.

Les soldats tués en Afghanistan ont droit à un hommage sans précédent

PRESSE CANADIENNE

Edmonton — Les quatre soldats canadiens qui ont péri en Afghanistan ont été salués comme des héros hier, lors d'un hommage sans précédent aux sacrifices consentis par les militaires.

La gouverneure générale Adrienne Clarkson, commandant en chef des Forces armées canadiennes, a repris une description des guerriers athéniens tombés lors de la guerre contre Sparte, il y a 2500 ans, pour parler des quatre jeunes soldats tués lorsqu'un pilote américain a largué par erreur une bombe sur leurs positions.

«Avec courage, avec sens du devoir, ils ont donné, au service de leur pays, la plus glorieuse contribution qu'il leur était possible d'offrir», a déclaré Mme Clarkson dans une allocution prononcée devant 16 000 personnes réunies au Skyreach Centre d'Edmonton, en Alberta, où se déroulent habituellement les parties de hockey de la Ligne nationale.

De nombreux dignitaires ont assisté à la cérémonie commémorative, dont le premier ministre, Jean Chrétien, et l'ambassadeur américain, Paul Celucci.

Il s'agit des premières pertes canadiennes dans une zone de combat depuis la guerre de Corée. Huit autres soldats ont été blessés au cours du même incident. Deux d'entre eux sont toujours soignés en Afghanistan.

Les six autres sont de retour à Edmonton, et ont eu droit à de vifs applaudissements lorsqu'ils sont entrés dans l'amphithéâtre pour la cérémonie.

Commission d'enquête

Par ailleurs, la commission d'enquête canadienne chargée de faire la lumière sur les circonstances ayant entouré la mort accidentelle des quatre soldats victimes au cours du mois d'avril 2002 d'une bombe américaine, s'est installée en Afghanistan, où elle a rencontré des officiers du groupement tactique du 3e Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry.

Les quatre membres de la commission comptent ensuite interroger des témoins clés et inspecter le site d'entraînement non loin de Kandahar, où les militaires canadiens sont morts, a fait savoir le ministère fédéral de la Défense nationale, hier, par voie de communiqué.

«Nous sommes très occupés à recueillir et analyser les informations qui nous permettront de tirer profit de notre séjour en Afghanistan», a déclaré le général à la retraite Maurice Baril, nommé à la tête de la commission d'enquête, qui devrait déposer un rapport provisoire d'ici à la mi-mai.

Par ailleurs, un soldat du contingent canadien déployé en Afghanistan a subi des blessures mineures, hier, lorsque le véhicule dans lequel il prenait place a déclenché l'explosion d'une mine, a fait savoir Jean-Marc Doucet, capitaine au sein du Princess Patricia's, à Edmonton, juste avant que n'y commence un service commémoratif en l'honneur des quatre soldats tués.

«Cet incident confirme que de réels dangers menacent nos militaires en Afghanistan», a-t-il affirmé aux quelque 16 000 personnes présentes à la cérémonie.

En marche pour la vie

JACQUES GRENIER LE DEVOIR

HIER MATIN, *avant que la neige ne modifie la couleur du parc Maisonneuve, ils étaient nombreux à participer à la 8e Marche de l'eSPoir, une collecte de fonds pour financer la recherche et les services aux personnes atteintes de sclérose en plaques. L'an dernier, ce même événement avait regroupé à Montréal plus de 700 marcheurs et amassé quelque 74 000 $.*

Décès de Sita Riddez

ODILE TREMBLAY
LE DEVOIR

C'est un pan de notre histoire théâtrale qui tombe avec le départ de Sita Riddez, décédée samedi d'un arrêt cardiaque à l'âge de 85 ans. Figure de la scène québécoise au cours des années 40 et 50, d'abord célébrée pour son talent et sa beauté, elle a par la suite formé plusieurs générations au théâtre à qui elle enseigna durant trente ans au Conservatoire d'art dramatique de Montréal.

«C'est elle qui nous montra les classiques et nous fit apprendre la base de notre métier, évoque son amie, la comédienne Janine Sutto. *Elle eut une importance capitale dans la communauté théâtrale.»* Grande Québécoise, Sita Riddez était pourtant Française d'origine et appartenait à une famille d'artistes.

Née à Lyon en 1916, fille du chanteur d'opéra baryton Jean Riddez, mais également sœur de Mia Riddez (auteure dramatique à qui on doit notamment plusieurs séries comme *Les Filles d'Ève*, *Rue des Pignons* ou *Terre humaine*), Sita Riddez avait commencé sa carrière dans la Ville Lumière après avoir étudié à 19 ans au Conservatoire dramatique de Paris. Elle entreprit ensuite des tournées sur les planches de France et d'Amérique du Sud avec François Rozet.

Venue rejoindre sa famille à Montréal, Sita Riddez s'est imposée dans *L'Aiglon*, dans le rôle de Roxane du *Cyrano de Bergerac*, dans celui d'*Athalie* de Racine également. Au théâtre comme à la radio (elle fut nommée Miss Radio 1944), elle connut une brillante carrière joua entre autre à La Comédie de Montréal mais également aux côtés des Compagnons de Saint-Laurent.

Se consacrant par la suite à l'enseignement, entre autres au Conservatoire durant trois décennies, elle a continué à donner des cours dans son studio d'Outremont jusqu'aux années 90. *«C'était une femme de grand cœur,* se rappelle Janine Sutto, *qui élevé des neveux et nièces, adopté deux filles. Comme professeur, elle était exigeante et brillante. On lui doit énormément.»*

Les funérailles de Sita Riddez auront lieu mardi à 14h à l'église Saint-Viateur d'Outremont. Elle sera exposée aujourd'hui et demain jusqu'à 14h au Salon Dallaire, rue Laurier.

EN BREF

L'image anglaise du Canada à l'étranger

(PC) — Si l'on se fie à l'image qui se dégage des sites Internet des missions diplomatiques étrangères au Canada et des sites des organisations internationales, le Canada est trop souvent perçu comme un pays anglophone, constate la commissaire aux langues officielles, Dyane Adam, dans un rapport sur le sujet. L'analyse de 40 sites d'ambassades étrangères au Canada mène à la conclusion que, dans plus de la moitié de ces sites, le français y est complètement absent. Seulement deux respectent de façon équitable les internautes francophones et anglophones. Le même exercice, cette fois pour les sites Internet des organisations internationales où le Canada est un membre actif, ne donne pas des résultats plus positifs pour les francophones.

Jean Charest et les défusions

(PC) — Le chef libéral Jean Charest a répété, samedi, devant les maires de l'Union des municipalités du Québec (UMQ), que les citoyens de municipalités fusionnées pourraient amorcer un processus de défusion sous un éventuel gouvernement libéral. Il a cependant ajouté que son parti ne ferait pas directement campagne en faveur des défusions, faisant plutôt valoir qu'il s'agissait plutôt de défendre le vieux principe *«pas de taxation sans représentation»*. Si son parti remportait les prochaines élections, M. Charest serait donc disposé à ce que des municipalités fusionnées ouvrent un registre à l'hôtel de ville afin d'accueillir les signatures de citoyens désireux de défusionner. Un nombre suffisant de signatures déclencherait alors un référendum local.

loto-québec — Résultats

TVA, le réseau des tirages

LOTTO 649 — Tirage du 2002-04-27

03 08 12 36 40 47 — Complémentaire: (21)

	GAGNANTS	LOTS
6/6	1	5 000 000,00 $
5/6+	10	63 619,30 $
5/6	289	1 761,10 $
4/6	16 673	58,50 $
3/6	299 930	10,00 $

Ventes totales: 16 090 191 $
Prochain gros lot (appr.): 2 000 000 $

Québec 49 — Tirage du 2002-04-27

05 16 18 23 25 29 — Complémentaire: (09)

	GAGNANTS	LOTS
6/6	0	1 000 000,00 $
5/6+	2	25 000,00 $
5/6	33	500,00 $
4/6	1 660	50,00 $
3/6	26 687	5,00 $

Ventes totales: 634 987,00 $

SUPER 7 — Tirage du 2002-04-26

05 08 12 16 20 28 38 — Complémentaire: (42)

	GAGNANTS	LOTS
7/7	0	20 000 000,00 $
6/7+	10	88 890,10 $
6/7	322	2 415,50 $
5/7	19 486	142,50 $
4/7	406 028	10,00 $
3/7+	367 802	10,00 $
3/7	3 353 747	Participation gratuite

Ventes totales: 48 595 428 $
Prochain gros lot: 22 000 000 $

Extra — Tirage du 2002-04-26: NUMÉRO 871486, LOT 100 000 $

Extra — Tirage du 2002-04-27: NUMÉRO 532403, LOT 100 000 $

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

Si vous avez un problème de jeu... MISE SUR TOI 1 866 SOS-JEUX

Votre plus belle conquête

Jetta 2002
Financement à l'achat
à partir de 2,9%*

GARANTIE PARE-CHOCS À PARE-CHOCS DE 4 ANS OU 80 000 KM

vw.com

Êtes-vous fait pour Volkswagen?

Le modèle de base comprend :
Quatre coussins gonflables • Banquette arrière rabattable et divisée 60/40
Roues en acier de 15 pouces† • Freins ABS • Système audio stéréo à huit haut-parleurs • Système d'alarme antivol et antidémarrage
†Les roues en alliage illustrées sont offertes en option

*Taux non applicable à la Jetta TDI. Taux de financement de 2,9 % offert pour un terme jusqu'à 24 mois. Autres taux de financement offerts : 3,9 % pour un terme jusqu'à 36 mois, et 4,9 % pour un terme jusqu'à 60 mois. Sujet à l'approbation de crédit de Volkswagen Finance. Offre valable pour un temps limité chez les concessionnaires Volkswagen du Québec seulement. Et comme la Jetta est si précieuse, nous avons même buriné 25 de ses composantes.

50 ANS VOLKSWAGEN CANADA

Québec-Bavière

Une Semaine de la Bavière au Québec ?

Les Bavarois aimeraient tenir un événement à Montréal et à Québec le printemps prochain

MARIO CLOUTIER
DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

Montréal et Québec pourraient recevoir le printemps prochain un événement culturel consacré à la Bavière, cet État allemand qui entretient des liens particuliers avec le Québec depuis 13 ans. L'ampleur de cette Semaine bavaroise dépendra toutefois des budgets disponibles, a précisé au *Devoir* Michael Hinterdobler, directeur du bureau de la Bavière au Québec.

«On aimerait bien inviter les Québécois à se joindre à nous pour une fête du printemps, fort possiblement, à Québec et à Montréal. La formule reste à définir. C'est sous réserve budgétaire, mais il y a des idées concrètes de ce qu'on voudrait faire si on a les moyens.»

Ce printemps de la Bavière au Québec pourrait être suivi d'un printemps du Québec en Bavière, souhaite M. Hinterdobler, mais c'est au gouvernement québécois d'y donner suite.

Cette nouvelle initiative bavaroise montre que les relations distinctes entre le Québec et la Bavière continuent de porter leurs fruits et il continuera d'en être ainsi, selon le haut-fonctionnaire bavarois, malgré la volonté récente de l'Ontario et de l'Alberta d'ouvrir aussi des bureaux en Bavière.

«Notre partenaire principal c'est le Québec. Il n'y a aucune idée ou initiative d'abandonner le Québec pour l'Ontario. [...] *On n'a pas besoin d'un autre chantier au Canada.»*

«La meilleure Amérique»

Ouverte depuis six mois à Montréal, la Représentation de l'État de Bavière au Québec est dirigée par ce jeune fonctionnaire de 35 ans qui s'extasie toujours devant le modèle québécois.

«Pour nous, le Québec c'est la meilleure Amérique, notamment sur le plan social. Ce sont les avantages de l'Amérique, la flexibilité et l'ouverture, combinés aux avantages de l'Europe, la conscience profonde de l'histoire et ce sens des responsabilités pour l'avenir.»

Sa délégation montréalaise est plus qu'un simple bureau commercial, comme la Bavière en a ailleurs dans le monde, explique-t-il. L'antenne québécoise parle aussi bien affaires que culture et haute technologie. *«Il y a quelque chose d'inexplicable»*, dit-il en souriant à propos de cette relation particulière Québec-Bavière qui prend pied dans l'histoire et la culture.

«Ce qui nous distingue des Allemands, c'est notre passé déterminé par l'Église catholique. La Bavière a une latinité profonde dans un pays germanophone. On a toujours eu de forts liens avec l'Italie par exemple.»

Le Québec, comme la Bavière, dit-il, possède un regard, à la fois tourné vers le passé et l'avenir. Cette perspective du *«fief»* est fondamentale pour une petite nation confrontée aux défis de la mondialisation.

«Il faut avoir un chez-soi, un pied-à-terre quelque part pour pouvoir s'ouvrir vers le monde. Le multiculturalisme c'est bien, mais il faut que tout le monde sache d'où il vient et où il va.»

Un passé et un présent communs

Les deux nations partagent un passé et un présent agricoles importants qui se sont rapidement tournés vers la modernité: les nouvelles technologies, l'aérospatiale et la biopharmaceutique. Pour soutenir l'entrepreneuriat, cependant, la Bavière est moins interventionniste que le Québec, parce que la fiscalité demeure un champ de compétence fédérale en Allemagne.

Selon M. Hinterdobler, la Bavière peut représenter un pied-à-terre intéressant pour un homme d'affaires québécois en Europe. Derrière la France, il y a la Bavière, suggère-t-il, mais aussi toute l'Europe de l'Est qui rejoindra bientôt les rangs de l'Union européenne.

«Pour nous, le Québec c'est le port d'entrée pour l'Amérique. Et nous pouvons dire que la Bavière constitue une porte d'entrée intéressante pour l'Allemagne et l'Europe.»

Le Québec et la Bavière ont plusieurs projets de collaboration en cours, dont des échanges d'étudiants et des stages pour fonctionnaires bavarois qui viennent étudier ici le fonctionnement de l'administration québécoise. En outre, six artistes québécois passent en ce moment un an en résidence d'artiste en Bavière. Au-delà de la langue et de la culture françaises, il y a une vie pour les créateurs québécois en Europe.

«Le Québec ferait une grande erreur de ne pas mettre la priorité sur la France, estime M. Hinterdobler. *C'est absolument clair. Si la ministre Beaudoin défend l'amitié avec la France, c'est dans l'intérêt profond et historique du Québec.»*

Mais, ajoute-t-il, il y a d'autres axes que la France en Europe, et la Bavière, *«est très contente»*, de représenter l'une des trois régions favorisées par le Québec, comme le sont la Catalogne et la Wallonie. *«C'est un honneur et un plaisir.»*

Vote de grève à l'Union des artistes

LE DEVOIR

À l'unanimité hier, les 13 conseillers et conseillères de l'Union des artistes, affiliés à la CSD, ont rejeté les offres patronales et adopté un vote de grève.

Leur rôle consiste à négocier et à appliquer les ententes collectives visant les 10 000 artistes-interprètes de l'UDA. Ayant obtenu leur accréditation syndicale il y a un an, ils ont participé à sept séances de négociation en vue de signer leur première convention collective. En vain.

Les points en litige ayant mené au vote de grève concernent entre autres l'établissement d'une échelle salariale et le fonds de retraite.

«Nous avons tout intérêt à régler rapidement, estime la déléguée syndicale Manon Lussier. *L'UDA sait pertinemment que le déclenchement de la grève entraînerait un retard important dans la négociation et l'application des ententes régulant les conditions minimales auxquelles les artistes ont droit.»*

Sondage Léger Marketing

Les Canadiens consomment plus d'alcool

VINCENT CORMIER
PRESSE CANADIENNE

Près de la moitié des Canadiens consomment plus de boissons alcooliques qu'il y a trois ans, révèle un sondage de Léger Marketing, dont les résultats ont été communiqués à la Presse Canadienne.

Selon l'étude, 46 % des Canadiens consomment plus d'alcool, sous forme de vins, de bières ou d'alcools forts, qu'il y a trois ans. Ce taux monte à 53 % chez les Québécois alors qu'en Colombie-Britannique, la proportion n'atteint que 38 %.

«L'amélioration de la situation économique [...] *et le fait qu'il y ait plus de jeunes à atteindre l'âge de consommer que de personnes âgées à mourir»* expliquent en partie ce phénomène, croit Hubert Sacy, directeur général d'Educ'alcool, un organisme qui informe sur la consommation d'alcool.

Parmi les produits qui connaissent une augmentation de leur consommation, le vin arrive en tête avec 27 % des réponses. Les Québécois sont même 41 % à affirmer qu'ils ont accru leur consommation de vin, alors que cette proportion n'est que de 16 % dans les provinces maritimes.

Les Québécois renforcent leur différence avec l'origine du vin préféré. Ils sont 38 % à préférer les vins français, alors que seulement 16 % des Canadiens font ce choix. Les Canadiens préfèrent à 27 % les vins produits au pays. Au Québec, les vins nationaux ne sont le premier choix que pour 6 % des sondés.

L'alcool au volant

En outre, l'étude révèle qu'un Canadien sur dix a conduit avec des facultés affaiblies. Les plus prudents sont les Ontariens, avec 6 %, et les moins sont les habitants du Québec et de la Colombie-Britannique, dont 14 % ont déclaré avoir conduit avec des facultés affaiblies.

De manière plus inquiétante, l'enquête révèle que 16 % des Canadiens âgés entre 18 et 24 ans ont pris le volant après avoir consommé de l'alcool.

Toutefois, il semble que la population comprenne mieux les risques encourus avec ce comportement, puisque 79 % des personnes sondées au Canada — 75 % au Québec — ont déclaré connaître moins de personnes de leur entourage qui ont pris le volant en état d'ébriété. Les messages publicitaires contre l'alcool au volant expliquent peut-être cette évolution, puisque 65 % des Canadiens les trouvent efficaces.

L'étude a été réalisée par téléphone auprès d'un échantillon représentatif de 1500 adultes canadiens, entre les 2 et 7 avril derniers, avec une marge d'erreur de 2,6 % 19 fois sur 20.

Tuerie dans un lycée en Allemagne

Seuls les enseignants étaient visés

L'Allemagne va devoir durcir sa législation sur les armes à feu et contre les jeux et films faisant l'apologie de la violence

La police a définitivement exclu la participation d'un complice à la tuerie d'Erfurt où un ancien élève âgé de 19 ans a massacré 16 personnes, vendredi, dans un lycée, avant de se donner la mort, a déclaré le chef de la police d'Erfurt Rainer Grube hier. Des témoins avaient affirmé avoir vu un second tueur vendredi dans le bâtiment où des élèves passaient une épreuve de mathématiques du baccalauréat. La police, qui n'avait pas trouvé trace d'un second agresseur lors de la fouille du lycée, n'en avait néanmoins pas exclu l'existence, attendant les résultats des autopsies des corps et des expertises balistiques. En outre, l'enquête montre que le tueur Robert Steinhaeuser a ouvert les portes des salles de classe pour les refermer aussitôt lorsqu'aucun enseignant ne s'y trouvait. C'est certainement par erreur que les deux élèves, la fille de 14 ans et le garçon de 15 ans, ont été touchés par des balles perdues alors qu'ils se trouvaient derrière une porte, selon M. Grube.

REUTERS

Deux élèves du lycée d'Erfurt tentent de se consoler dans les bras l'un de l'autre devant le tapis de fleurs déposées devant l'entrée de l'institution où une douzaine d'enseignants ont été assassinés vendredi par un ancien élève.

LORRAINE MILLOT
LIBÉRATION

Erfurt — Un tapis de fleurs, de bougies ou de peluches, déposées comme en offrande, barre l'entrée du lycée d'Erfurt où vendredi un élève avant de se tuer a abattu seize personnes (douze professeurs, la directrice adjointe, une secrétaire et deux élèves de 14 et 15 ans) selon le bilan corrigé par la police. Tout le week-end, élèves, enseignants, parents ou hommes politiques, à commencer par le chancelier Gerhard Schröder, ont défilé devant le lycée pour déposer qui un bouquet, qui une question tracée sur une feuille d'écolier: *«Warum?»* («pourquoi?»).

L'enquête a révélé que le tueur, Robert Steinhäuser, 19 ans, détenait légalement le pistolet et le fusil à pompe avec lesquels il a tué. Il était inscrit dans deux clubs de tir sportif, dont un club de la police, et disposait à ce titre d'un permis de détention de deux pistolets et deux fusils. Les clubs de tir, institution très importante en Allemagne peuvent accorder ces permis à leurs membres (près de deux millions): les seules conditions impératives sont qu'ils aient plus de 18 ans et un casier judiciaire vierge.

Sataniste

Décrit par ses condisciples comme *«intelligent»*, mais *«paresseux»*, Robert avait été renvoyé en février du lycée Gutenberg, après avoir contrefait des certificats médicaux pour justifier ses absences. À ses parents, une mère infirmière et un père ingénieur, vivant séparés, il avait laissé croire qu'il continuait à fréquenter normalement le lycée. Le matin du drame, il avait annoncé qu'il allait passer le bac, qu'il avait déjà raté l'an dernier.

Dans sa chambre, les policiers ont retrouvé des jeux vidéo et des films particulièrement meurtriers, laissant penser qu'il passait une bonne partie de son temps dans un monde virtuel, ultraviolent, à tendance sataniste. Robert semble avoir été fan du groupe de gothic-metal Slipknot dont l'une des chansons, *School Wars*, aurait pu lui servir de programme: *«Shoot down your naughty teachers with a pump gun»* («Descends tes sales profs au fusil à pompe»).

Le mur de sa chambre est décoré d'un poster d'une Spice girl. *«Mais je ne l'avais encore jamais vu avoir une relation avec une fille»*, a raconté un ami. Robert aurait mal supporté l'exemple de son frère aîné, qui avait réussi son bac et poursuivait des études. *«Il avait une haine viscérale contre les professeurs»* a témoigné un autre élève. Vendredi, masqué et ganté de noir, il a en tous cas méthodiquement exploré les quatre étages du lycée à la recherche d'enseignants, visés à la tête ou au ventre. Les deux élèves tués l'ont été par des balles perdues.

«Ninja»

Le carnage n'a pris fin que grâce à l'intervention héroïque d'un professeur d'art et d'histoire, Rainer Heise, 60 ans, qui après avoir évacué un premier lot d'enfants, était retourné au lycée à la recherche d'autres élèves. Entrouvrant une porte, il s'est retrouvé nez à nez avec le tueur, qui le braquait avec son pistolet. *«J'étais effrayé, mais j'ai senti qu'il était au moins aussi effrayé que moi»*, raconte l'enseignant. Le «ninja», comme l'appelle son ancien professeur, a alors soulevé son masque, faisant apparaître son visage humide de sueur. *«J'ai demandé: Robert, c'est toi? C'est toi qui a tiré? Il a hoché la tête. Je lui ai dit "Il faut que nous parlions". Il a dit "OK"».* L'enseignant, dont le récit a été confirmé par la police, a poussé Robert dans une salle pour l'enfermer à double tour et courir chercher la police. C'est là qu'il s'est suicidé.

L'Allemagne va devoir durcir sa législation sur les armes à feu et contre les jeux et films faisant l'apologie de la violence, ont réclamé dès ce week-end une série d'hommes politiques. *«Il faudrait être beaucoup plus dur avec les distributeurs de ces jeux meurtriers»* a lancé le candidat conservateur à la chancellerie, Edmund Stoiber.

Dans l'immédiat, l'heure est avant tout au deuil. Le lycée Gutenberg, réputé comme l'un des meilleurs d'Erfurt, a perdu vendredi près d'un quart de ses 53 professeurs. Plusieurs ont été abattus sous les yeux même de leurs élèves. Des dizaines de psychologues ont été dépêchés de toute l'Allemagne à Erfurt pour parer à l'urgence: «parler» avec les proches des victimes, les élèves et les parents traumatisés.

EN BREF

Manifestation pro-palestinienne

(Le Devoir) — Des milliers de manifestants de toutes origines ont défilé samedi dans les rues du centre-ville de Montréal pour appuyer les revendications du peuple palestinien. C'est la Coalition pour la justice et la paix en Palestine, formée il y a deux semaines, qui était à l'origine de la marche. Des slogans anti-Israël et anti-Bush étaient scandés. La coalition regroupe divers organismes, tels que l'Association des projets charitables islamiques, le Conseil musulman de Montréal, l'Association québécoise des organismes de coopération internationale, l'Opération salAMI, etc. Les manifestants réclamaient entre autres le retrait de l'armée israélienne des territoires palestiniens et l'envoi de Casques bleus au Proche-Orient.

Pas de verdict au procès Boucher

(PC) — Au quatrième jour de délibérations, au procès de Maurice Boucher, le jury a conclu ses travaux hier sans en être arrivé à un verdict unanime, mais du côté de la Couronne, l'heure est à l'optimisme. La procureure de la Couronne, France Charbonneau, trouve en effet fort encourageant pour la thèse qu'elle défend, soit que le chef des Hells Angels Nomads a commandé le meurtre de deux gardiens de prison, que le jury ait entrepris d'écouter les plaidoiries finales. Comme Me Charbonneau a plaidé pendant une journée et que l'avocat de l'accusé, Jacques Larochelle, a pris deux journées, le verdict ne saurait tomber avant un bon moment. Le juge a d'ailleurs rappelé, samedi, que les jurés étaient tenus d'écouter les plaidoiries en totalité.

Mandat de grève chez Vidéotron

(PC) — Les employés du service de câblodistribution de Vidéotron ont voté presque unanimement en faveur d'un mandat de grève, hier après-midi, à Laval. La grève pourrait être déclenchée le 8 mai. Mille trois cent quarante syndiqués de l'Ouest du Québec et de l'Outaouais, soit la section locale 2815 du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), ont voté à 99 % en faveur de la grève. Les membres du SCFP sont contre le démantèlement du service technique et de réparation qui serait vendu à l'entreprise Entourage. Vidéotron veut aussi faire passer la semaine de travail de 35 à 37,5 heures par semaine avec le maintien du salaire hebdomadaire. Les syndiqués dénoncent l'ensemble de l'offre patronale qui a été rejetée aussi à 99 %.

Téléphone: 985-3322
Télécopieur: 985-3340

LES PETITES ANNONCES

Courriel:
petitesannonces@ledevoir.com

LES PETITES ANNONCES

DU LUNDI AU VENDREDI
DE 8H30 À 17H00

Pour placer, modifier ou annuler votre annonce, téléphonez **avant 14 h 30** pour l'édition du lendemain.

Téléphone: **985-3322**
Télécopieur: **985-3340**

Conditions de paiement : cartes de crédit

101 PROPRIÉTÉS À VENDRE

******* ILE A VENDRE *******
AVEC UNE SEULE RESIDENCE
LANAUDIERE (1 h15 de Mtl)
(514) 524-8901

103 CONDOMINIUMS ET COPROPRIÉTÉS

COTE-DES-NEIGES
Près UdeM, métro. Bas duplex, 7 1/2. 1 620 p.c., boiseries, garage. 210 000$ 737-5124, 343-7461

ILE DES SOEURS - L'Archipel
Superbe penthouse 1 869 p.c.
3 c.c., 2 foyers, terrasse 350 p.c., coin sud-ouest, 2 garages, 435 000$. (514) 946-4022

MONT-ST-LOUIS
1 c.c.+ mezz., plafond 15'. Stat. int. 205,000$ 843-8704

PLATEAU - LES DAUPHINS
4 1/2, 12e, avec garage. 150 000$ 529-4602

105 PROPRIÉTÉS À REVENUS

VERDUN Excellents revenus (Desmarchais sud) Pr. fleuve, quadruplex refait triplex. (514) 919-9990

115 EXTÉRIEUR DE MONTRÉAL

Région Grand-Remous Maison fraîchement rénovée, 4 c.c., sur 13 acres. 4 bâtiments: 20x60 neuf, 30 x60 neuf, 16x40, 50x45, grand étang, 139 000$. (819) 438-1664 (français) (819) 449-8056 (anglais)

121 ESTRIE

FERME FORESTIÈRE, 68½ acres maison 1994, + gar. Évaluation de bois debout:1000-1200 cordes. Gr. lac artificiel. Terrain zoné blanc. Près frontière US. (819) 849-3593

135 TERRAINS

SOMMET DES LAURENTIDES
Superbes Terrains avec plateaux
Vue panoramique - Tranquillité
(514) 721-1529 (514) 502-9654

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

*** HABITAT '67 - 1 990 p.c. ***
Vue magnifique, 2 c.c., a/c, cable, 3 électros, terr., gar., dépanneur, navette centre-ville. 2 800$/mois chauffé, libre imm. (514) 855-9155

AHUNTSIC
Coin recherché et tranquille
5 1/2 , bas duplex, grande cour, patio, tourbillon, alarme. Stat. Tempo. (Poss. meublé) 1 600$ chauffé, éclairé. 389-4376

105 PROPRIÉTÉS À REVENUS

4 PLEX À VENDRE

Plateau sud, près Radio-Canada, rue piétonne. Idéal pour proprio-occupant. Cour arrière paysagée avec stationnement, logement principal (sous-sol inspiration médiévale, 3 c. à c., tourbillon thérapeutique 5 places, sauna, a/c, chauffage central, planchers chauffants, etc.). Valeur locative mensuelle 1200 $, disponible immédiatement, 3 X 4 1/2 loués 550 $ par mois chacun. Pas d'agent. 315 000 $.
Visite ou renseignements:
(514) 945-3103

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

AHUNTSIC, près CEGEP, appartement-condo, 2 c.c. 725$. 745-2498 Possibilité de vente.

C.D.N, prox. 3 hôpitaux, bachelor, 2 1/2, demi s.-s., tout rénové. Gr. salon/c.c., gr. cuisine./s. à manger, poêle/frigo. 415$ chauffé, éclairé, eau chaude inclus. près métro, bus, services.739-0726

C.D.N. Haut duplex, grand 7 1/2, rénové, ensoleillé, tranquille, 7 c.c., 2 s/bain, poêle/frigo, s/lavage, 2 balcons, garage. Près métro, 1er juillet, pas d'animaux, 1 250$/mois chauffé. (514) 830-4100

DISCRIMINATION INTERDITE
La Commission des droits de la personne du Québec rappelle que lorsqu'un logement est offert en location (ou sous-location), toute personne disposée à payer le loyer et à respecter le bail doit être traitée en pleine égalité, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge du locataire ou de et à ses enfants, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap.

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

METRO BEAUBIEN Rue Chambord, 3 1/2, entrées lav./séch. Pour personne calme. 385$. 495-4491

NOUVEAU-ROSEMONT. Grand 3 1/2, près Langelier/Bélanger, quartier résidentiel. Près toutes commodités. (514) 256-7727

OUTREMONT
1385 Bernard, coin Wiseman,
grand 5 1/2 clair,rénové. 975$ chauffé, équipé. Juillet. 271-4168

OUTREMONT Haut duplex, tr. gr. 6 1/2 ensoleillé, 2 s/bain. Pr. métro + U de M, 1450$/mois. 341-2297

OUTREMONT Beau grand 5 1/2, planchers de chêne, ensoleillé, boiseries, poss. garage. 1 650 $/m. (514) 948-3909, (514) 916-0281.

OUTREMONT. Prox métro, 7 1/2, chauffé, 5 électros, stationnement. 1 650 $/m. (514) 241-6609

PIED-A-TERRE à partager, 4/5 jrs/sem., luxueuse maison, 3 étages, centre-ville, garage. 842-8129

PLATEAU
R. de c., 5 1/2 bien divisé, entièrement rénové. 1 000 p.c. Syst. d'alarme. 1 500$ 529-7809, 817-4152

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

PLATEAU - métro Mont-Royal
7 1/2 partiellement rénové, haut triplex, 2 c.c., pl. bois franc. Les entrées. Juillet. 1 300$ 598-9335

PRÈS UdeM, haut de duplex, 7 1/2. Pour locataires paisibles. Pas d'animaux. 1 400$ 570-3271

PRINCE-ARTHUR/ ave du PARC
3 1/2 tout inclus, belle vue. Près services. 926$ Juin. 499 9383

QUÉBEC, RUE ST-PAUL
3 1/2 entièrement meublé, literie, vaisselle fournie, semaine, mois. (418) 828-2816. À partir de juin.

ST-LÉONARD, 5 1/2, haut duplex, pl. bois, entrées lav/sech et vais. Ref. Non-Fum. Juillet. 323-1651

V.M.R., grand 6 1/2 endoleillé, rénové, bas duplex, grandes chambres, 2 s. de b., bois franc. Garage int. Près train, bus et services. 1 600$ chauffé. Juillet. 917-3880

WESTMOUNT
6 1/2, r. de c., boiseries. Stat. Impeccable. Mi-juillet. Prox. métro. 935$ (514) 865-5932

170 HORS FRONTIÈRES À LOUER

À PARIS
Atelier meublé, Juillet et août, équipé, 2 chambres, ensoleillé, calme, entrée privée arborée, dans le sympathique quartier de Belleville, métro, 10 minutes de Châtelet. 2000$/mois (600$/sem). (33)1.40.09.30.14 crioux@compuserve.com http://mapage.cybercable.fr/crioux/

PARIS
Bastille, XIIe, coquet appartement. Aussi studio Oberkampf. (514) 845-4425

PARIS XVIe, près Trocadéro, Luxueux appartement. À la semaine. Disponible 276-3701

175 MAISONS DE CAMPAGNE À LOUER

CANTONS DE L'EST, près Eastman, panorama exceptionnel, tranquilité, sem./mois. (514) 481-6352

GASPÉSIE - BAIE DES CHALEURS, PASPÉBIAC. Maison à la semaine. 1-800-463-0890 www.aubergeduparc.com/maison

175 MAISONS DE CAMPAGNE À LOUER

GASPÉSIE - Newport, Bord de mer, 3 c.c. Sem. 418-653-5583 photos: http://pages.infinit.net/luidgi

GASPÉSIE, Parc Forillon, très jolie maison paisible,2 c.c.,tt équipée bord mer. Semaine. (418)892-5449

176 CHALETS À LOUER

ABERCORN, site except., isolé à flanc de montagne,1 200 p.c., meublé, équipé, foyer, 3 c.c., salon, s. à manger. Possibilité de piscine. Vue imprenable. Couchers de soleil sur Mt Pinacle. 4 500$ du 1er mai au 15 sept. (514)735-3276.

251 BUREAUX À LOUER

Avenue LAURIER métro, près St-Hubert, 1 400 p.c., 2e étage. Libre immédiatement (514) 262-6926

259 ESPACES COMMERCIAUX ET INDUSTRIELS À LOUER

LOFTS COMM. + ESPACES INDUSTR. & COMM. À LOUER près Canal Lachine, métro. Ateliers 500-5000pc. (514)932-4850(poste 307)

307 LIVRES ET DISQUES

BONHEUR D'OCCASION achetons à domicile livres de qualité en tous genres, anciens, modernes et rares. 4487 De La Roche 914-2142

BOUQUINERIE ST-DENIS(4075) achète à domicile : arts, BD, philo, littérature. Serv. rapide. 288-5567

401 POSTES CADRES ET PROFESSIONNELS

TARIFICATEUR INTERMÉDIAIRE OU SÉNIOR
Bilingue. Avec licence de courtier en douane. Salaire et avantages sociaux. Envoyez C.V. au
(514) 352-5755

420 SECTEUR VENTE

Conseiller (ère) en décoration
A Brossard, temps plein, expérience: 3 ans dans la vente au détail en décoration. Contactez M. Tony au (450) 465-2086

450 EMPLOIS DIVERS

TRADUCTEURS(TRICES)
vers le français. Français impeccable. Tout diplôme universitaire accepté. Expérience. De 46 000$ à 90 000$/année. Traductions à faire exclusivement dans nos bureaux de TORONTO.
(416) 975-5252 poste 305

530 COURS

ANGLAIS (ACT, SAT, TOEFL) par Ph. D. 8h/200$. 489-3801

575 DÉMÉNAGEMENTS

G. JODOIN TRANSPORT INC.
Déménagements de tous genres. Spécialité : appareils électriques. Assurance complète. 253-4374

695 AUTOMOBILES

*** MERCEDES SUPERSTAR ***
500 SL, décapotable, prototype américain, bleu royal. 919-9990

AUDI A-4, 1.8 Quattro, 99
60 000km. Noire, cuir, gr. sport.
24 900$ ou fin de bail.
(514) 943-2852

AVIS À TOUS NOS ANNONCEURS
Veuillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée.
LE DEVOIR ne sera pas responsable des erreurs répétées.
Merci de votre attention.

Propriétaires!
Logement à louer? Propriété à vendre?
15 92$*
*4 lignes, 3,99$ par ligne supplémentaire. Samedi seulement: 32% de plus.
Heure de tombée: 14h00 tous les jours (lun.-ven.)
985-3322
Communiquez avec un conseiller publicitaire dès maintenant
Différents forfaits disponibles.
LE DEVOIR

DÉCÈS

JACQUES V. GOYER

À Montréal, le 27 avril 2002, à l'âge de 59 ans, est décédé M. Jacques V. Goyer, époux de Ghyslaine Cayouette. Outre son épouse, il laisse dans le deuil ses enfants Nicolas, Marc-André (Barbara Chalifoux), Marie-Hélène, ses petits-enfants Charles-Édouard et Clara, sa mère Cécile Cousineau, son frère, ses deux sœurs ainsi que de nombreux parents et amis.

La famille recevra les condoléances au complexe funéraire Urgel Bourgie, au 1255, rue Beaumont le mardi 30 avril de 14h à 17h et de 19h à 22h. Les funérailles auront lieu le mercredi 1er mai à 14h en l'église Saint-Joseph de Mont-Royal au 1620, boul. Laird. La famille accueillera les gens à l'église à compter de 13h. Des dons à la Société québécoise du cancer ou à la Fondation du CHUM seraient appréciés.

LE DEVOIR

LE MONDE

Second tour de l'élection présidentielle française

Semaine à hauts risques

De nouvelles manifestations contre Le Pen sont prévues

La France va vivre une semaine décisive avant le second tour de l'élection présidentielle dimanche prochain entre Jacques Chirac et Jean-Marie Le Pen. Alors que la mobilisation contre l'extrême droite prend de l'ampleur, la journée du 1er mai s'annonce à hauts risques.

AGENCE FRANCE-PRESSE

Paris — Une semaine à risques s'ouvre aujourd'hui en France avec la crainte d'incidents lors des manifestations massives attendues le 1er mai contre le candidat de l'extrême droite à la présidentielle, Jean-Marie Le Pen, qui affrontera dimanche prochain au second tour le président sortant Jacques Chirac.

Dès aujourd'hui, étudiants et lycéens devraient manifester dans toute la France à l'appel de plusieurs organisations d'étudiants, et notamment à Paris où la préfecture a décidé de mobiliser près de 2000 policiers et gendarmes. Et il y en aura 3000 mercredi, à l'occasion du traditionnel défilé de la Fête du travail du 1er mai qui, cette année, s'annonce comme devant être le temps fort de la mobilisation contre l'extrême droite.

La France s'est réveillée lundi dernier en état de choc au lendemain du premier tour de l'élection présidentielle qui a vu Jean-Marie Le Pen, 73 ans, arriver second devant le candidat socialiste, le Premier ministre Lionel Jospin, une première dans l'histoire de la République française.

Les manifestations se sont depuis multipliées dans toute la France pour *«faire barrage»* à l'extrême droite. Les plus importantes ont eu lieu jeudi dernier avec plus de 330 000 manifestants et samedi avec 210 000 personnes mobilisées dans plusieurs grandes villes françaises.

À Paris, ils étaient 45 000, selon la police, 100 000 selon les organisateurs, surtout des jeunes, à défiler dans le centre de la capitale samedi après-midi.

Dans les autres villes françaises, la mobilisation contre le Front national (FN) de Jean-Marie Le Pen a également été importante, particulièrement à Grenoble, grande ville universitaire des Alpes françaises, avec 25 000 manifestants dans les rues.

Le rendez-vous de mercredi

Mais pour la plupart de ces manifestants, le vrai rendez-vous aura lieu mercredi. Syndicats, partis de gauche, associations de défense des droits de l'homme, entre autres, ont appelé à manifester *«pour barrer la route à l'extrême droite»*.

Ce seront toutefois les partisans du Front national qui ouvriront cette journée de rassemblement avec une manifestation à Paris. L'extrême droite célèbre chaque 1er mai Jeanne d'Arc, *«le plus grand homme politique français»*, selon Jean-Marie Le Pen. Mais cette année le Front national compte sur un grand succès de foule, des effectifs de manifestants *«multipliés par trois»*, a indiqué Carl Lang, secrétaire général du FN. Des bus — gratuits — devraient amener de toute la France des manifestants, *«bien au-delà des sympathisants du Front national»*, a assuré de son côté Bruno Gollnisch, numéro deux du parti.

La police redoute à cette occasion des affrontements, particulièrement en fin de matinée à l'occasion d'un rassemblement organisé par des associations de défense des droits de l'homme en hommage à Brahim Bouarram, poussé dans la Seine le 1er mai 1995 par des «skinheads» à l'issue d'une manifestation du Front National. Or, ce rassemblement aura lieu non loin de l'itinéraire emprunté par le cortège du Front national.

Autres moments délicats, la fin de la manifestation du FN vers midi et la dislocation de celle des syndicats et des partis de gauche en fin d'après-midi.

Jeudi, tous les regards se tourneront vers Marseille, dans le sud de la France, où Jean-Marie Le Pen tiendra son unique meeting d'entre deux tours. Le leader du Front est arrivé en tête au premier tour de l'élection présidentielle dans cette ville, avec 23,34 % des voix, contre 18,21 % à M. Chirac et 15,58 % au premier ministre socialiste Lionel Jospin.

Là encore des incidents pourraient avoir lieu en raison d'une manifestation contre l'extrême droite prévue en même temps.

Un sondage publié samedi par le journal *Le Parisien* donne 81 % des suffrages à Jacques Chirac le 5 mai prochain, mais indique aussi que 29 % des personnes interrogées auraient l'intention de s'abstenir, de voter blanc ou nul. L'abstention avait atteint le taux record de 28,4 % le 21 avril.

CHARLES PLATIAU REUTERS

Manifestation de Français juifs hier à Paris contre Jean-Marie Le Pen.

Les steppes sibériennes, tombeau de Lebed

Le candidat à la succession de Boris Eltsine meurt dans un accident d'hélicoptère

SYLVIE BRIAND
LIBÉRATION

Moscou — Le général Alexandre Lebed, principal artisan des accords de paix russo-tchétchènes de 1996, s'est tué hier dans la taïga, victime d'un banal accident d'hélicoptère après que le Mi 8 transportant 19 passagers eut percuté une ligne à haute tension à cause de la neige et du brouillard. Le gouverneur de la vaste région de Krasnoïarsk n'aura donc jamais connu la fin de son exil politique. Les steppes sibériennes auront été son tombeau, au sens propre comme au figuré.

Depuis son élection au poste de gouverneur, en 1998, dans cette zone de la Sibérie orientale, Alexandre Lebed, qui venait de fêter ses 52 ans, n'était plus qu'un fantôme de la politique russe après avoir été le plus populaire des généraux, un temps pressenti pour être le successeur de Boris Eltsine.

Physique massif, air grognon, voix de basse monocorde, le général Lebed était un «dur», admirateur de Pinochet, qui savait plaire aux Russes. Il n'avait qu'un défaut, mortel pour un homme ambitieux: celui de ne rien comprendre aux intrigues et aux alliances qui se forgent dans les coulisses de la vie politique.

Fils et petit-fils de militaires, sa voie semblait toute tracée. Parachutiste lors de la guerre désastreuse de l'armée rouge en Afghanistan (1979-1989), le général Lebed s'oppose en août 1991 aux putschistes communistes et se range du côté des démocrates et de Boris Eltsine. Il est ensuite à la tête de la XIVe armée russe dans une Moldavie en proie à la guerre civile entre séparatistes russophones et moldaves roumanophones. Il s'y forge une réputation d'homme intègre et de patriote. Dans la tourmente postsoviétique où règne une corruption effrénée, le général Lebed démissionne avec fracas de l'armée en 1995 pour notamment protester contre les *«activités corrompues»* du ministre de la Défense de l'époque, Pavel Gratchev. Ce geste gonfle encore la popularité de Lebed qui décide alors de se lancer en politique. Élu député à la Douma en 1996, il arrive en troisième position au premier tour de l'élection présidentielle en juin de la même année. Il se rallie à Boris Eltsine qui le nomme, en guise de récompense, à la tête du Conseil de sécurité.

«Cadeau» empoisonné, car depuis décembre 1994 la guerre fait rage en Tchétchénie avec son cortège d'horreurs, que montrent abondamment les télévisions russes qui, à cette époque, ne sont soumises à aucune restriction pour couvrir le conflit.

La population russe est excédée par cette guerre lorsque le général Lebed arrive à Khassiavourt, au Daguestan, pour signer avec Aslan Maskhadov, dans la nuit du 30 au 31 août 1996, les accords qui mettent fin au conflit tchétchène et donnent *de facto* à la petite république rebelle son indépendance.

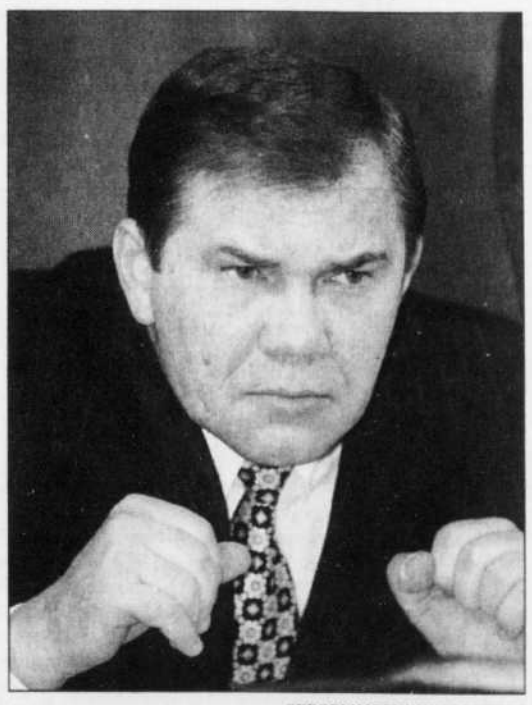
Peu de temps après Khassiavourt, il est limogé du Conseil de sécurité sur ordre d'un Boris Eltsine agacé par la grande popularité du général et ses accusations de corruption portées contre l'entourage présidentiel. Les généraux «revanchards», eux, auront finalement le dernier mot avec le déclenchement, en octobre 1999, d'une seconde offensive en Tchétchénie, sous la houlette de Vladimir Poutine, à l'époque premier ministre.

Déclin politique

En 1998, le général Lebed se lance dans ce qui sera sa dernière grande aventure politique. Après une campagne électorale très médiatisée, grâce notamment à la visite de son «ami» Alain Delon en Sibérie et le soutien inopiné du controversé milliardaire Boris Berezovski, il se fait élire gouverneur de la région de Krasnoïarsk. Cette élection est alors perçue comme un tremplin vers le Kremlin.

L'éloignement de Moscou marque en fait le début de son déclin politique. Depuis les confins de la Sibérie, seuls ses démêlés avec le baron mafieux de l'aluminium, Anatoli Bykov, qu'il qualifie d'un *«fils de...»* assorti d'un chapelet de jurons en pleine séance municipale, viennent troubler les petits écrans russes.

D'un ton toujours plus morne, l'ancien général pacifiste a même fini par ajouter sa voix à celles soutenant la politique menée en Tchétchénie par Vladimir Poutine, le nouvel homme fort du pays qui a depuis longtemps remplacé Lebed dans le cœur des Russes.



SERGEI KARPUKHIN REUTERS

Alexandre Lebed, en 1998: un «dur».

Une bombe dans un marché d'Ossétie du Nord

ASSOCIATED PRESS, REUTERS

Vladikavkaz, Russie — Une bombe a explosé hier à l'entrée d'un marché en plein air de Vladikavkaz, capitale de la république russe d'Ossétie du Nord, dans le Caucase, faisant au moins sept morts et 45 blessés, selon un responsable de l'administration.

«Il s'agit d'un acte terroriste»

L'engin avait été placé à l'intérieur d'un tube métallique qui servait de barrière à l'entrée du marché, près d'un stand de fleurs, selon les médias russes. D'après le ministre de l'Intérieur de l'Ossétie du Nord Kazbek Daznitiyev, la bombe était composée d'environ 500 grammes de TNT. *«Il s'agit d'un acte terroriste»*, a-t-il dit. *«C'est le dernier en date d'une série d'explosions sur des marchés de cette ville qui ont fait quelque 70 morts au cours de ces trois dernières années.»*

La police avait auparavant indiqué qu'il pourrait s'agir d'un règlement de comptes entre bandes.

L'attentat est intervenu deux jours après la diffusion par les services de sécurité russes FSB d'images montrant le corps de Khattab, l'un des chefs de guerre les plus redoutés de Tchétchénie. Le FSB a indiqué que cet homme né en Jordanie avait été tué dans le cadre d'une opération spéciale.

En novembre, une autre explosion dans un marché en plein air de la banlieue de Vladikavkaz avait fait cinq morts et 60 blessés. Un autre attentat à la bombe sur un marché de la ville en 2000 avait coûté la vie à six personnes et plus de 50 personnes étaient mortes dans l'explosion d'une bombe en 1999 dans la localité.

La ville de Vladikavkaz, située à 1560 kilomètres au sud-est de Moscou, se trouve en Ossétie du Nord, non loin de la frontière avec la république sécessionniste de Tchétchénie.

Vice-présidence vénézuélienne

Chavez choisit son plus fidèle allié

AGENCE FRANCE-PRESSE

Caracas — Le président du Venezuela Hugo Chavez, cible d'un putsch manqué il y a deux semaines, a désigné hier son plus fidèle allié et habile négociateur José Vicente Rangel comme nouveau vice-président, et s'est dit prêt à se soumettre à l'enquête sur les sanglants incidents du 11 avril.

La nomination de M. Rangel, actuel ministre de la Défense, à la place du vice-président Diosdado Cabello, a été la seule annonce concrète de M. Chavez sur le remaniement de son gouvernement réclamé par l'opposition.

Hugo Chavez

Appelant une nouvelle fois à l'*«union»* et à la *«rectification de la part de tous les secteurs de la société»*, le chef de l'État a ajouté qu'il travaillait à d'autres changements. Il a affirmé que M. Cabello restait dans son équipe, mais sans préciser à quel poste, ni nommer le successeur de M. Rangel à la Défense.

«Je commence par le cabinet économique et il est probable que dans les prochains jours, je fasse d'autres annonces au pays», a déclaré M. Chavez lors de son émission dominicale radio-télévisée *Alo presidente*, ajoutant que le nouveau vice-président *«prêtera serment d'ici peu»*. Chargé de préparer *«le dialogue national»* promis par le chef de l'État pour la *«réconciliation»* des Vénézuéliens, José Vicente Rangel, 72 ans, est l'un des seuls, avec l'actuel ministre de la Planification Jorge Giordani, à figurer au gouvernement depuis l'arrivée au pouvoir de M. Chavez, élu en 1998 et réélu en 2000 pour un mandat de six ans.

D'abord chef de la diplomatie, M. Rangel était devenu en février 2001 le premier civil à prendre la tête du ministère de la Défense en 72 ans d'histoire du pays.

Militant des droits de l'Homme, avocat de formation et journaliste, José Vicente Rangel a été candidat de la gauche aux élections présidentielles de 1973, 1978 et 1983. Le vice-président démis Diosdado Cabello, capitaine de l'armée de terre en retraite et ingénieur électronique, est l'organisateur des cercles bolivariens, associations de développement local controversées et qualifiées par l'opposition de «groupes armés» du Mouvement Ve République (MVR, gauche), le parti de M. Chavez.

EN BREF

«Nous aimons Saddam»

Tikrit (Reuters) — Sous la menace américaine d'un éventuel renversement de Saddam Hussein, l'Irak a célébré durant cinq jours l'anniversaire de son chef d'État, avec, hier, divers défilés qui visaient à démontrer la popularité du leader irakien. Environ un million d'Irakiens sont descendus hier dans les rues pour participer aux festivités. Dans la ville d'origine de Saddam, Tikrit, à 170 km au nord de Bagdad, plus de 100 000 personnes en liesse ont défilé en l'honneur du chef de l'État. *«Bush, Bush, écoute bien, nous aimons tous Saddam Hussein»*, scandait la foule en passant devant l'estrade officielle dans laquelle se tenaient le vice-président Taha Yassin Ramadan, des ministres et des responsables du parti Baas au pouvoir. Le leader du parti, qui fêtait ses 65 ans hier, est pourtant resté invisible, restant à l'écart des célébrations comme il en a pris l'habitude depuis quelques années. En janvier, le président américain George W. Bush avait estimé que l'Irak, au même titre que l'Iran et de la Corée du Nord, faisait partie d'un *«axe du mal»*, relançant les spéculations sur une tentative de renversement de Saddam Hussein par les Américains. Dans son édition d'hier, le *New York Times* rapporte que l'administration Bush étudie en effet une éventuelle campagne militaire aérienne et terrestre au début de l'année prochaine qui aurait pour but de renverser le gouvernement irakien.

Les Maliens votent

Bamako (Reuters) — Les Maliens ont bravé hier la chaleur ambiante et les queues devant les bureaux de vote pour choisir leur nouveau président parmi un nombre record de candidats, dont un ancien général qui avait mis fin à la dictature militaire en 1991 et un ancien premier ministre soutenu par des organisations musulmanes. Dans l'impossibilité de briguer un troisième mandat, le président sortant, Alpha Oumar Konaré, quitte le pouvoir au terme d'une décennie qui l'a vu à la tête de l'une des rares démocraties africaines. Quelque 5,7 millions de Maliens, sur une population de onze millions, sont appelés aux urnes. Le vote avait commencé la semaine dernière pour les bergers nomades du désert du Sahara. Un nombre insuffisant de bulletins de vote a provoqué des retards dans certains bureaux de vote devant lesquels les queues se sont allongées durant toute la journée d'hier, marquée par une chaleur torride. Les responsables de la commission électorale et les observateurs ont affirmé que des efforts avaient été faits pour permettre à chaque citoyen malien de voter. Bien que le Mali soit le troisième producteur d'or en Afrique, le revenu moyen annuel n'y dépasse pas les 240 dollars par habitant.

Hommage autrichien

Vienne (AFP) — L'Autriche a rendu hier un hommage solennel aux 25 000 handicapés physiques et mentaux — dont 5000 à 8000 enfants — exterminés sur son sol par les nazis pendant la Seconde Guerre mondiale pour «épurer la race aryenne». Le président de la République autrichienne, Thomas Klestil, et le maire de Vienne, Michael Hauepl, ont participé aux obsèques de deux des quelque 800 enfants exterminés à la clinique du Spiegelgrund de Vienne, devenus des symboles de ce monstrueux «programme d'euthanasie» et de la barbarie du IIIe Reich. *«Depuis 1945, nous avons refusé de reconnaître des* crimes commis par nombre de nos compatriotes» pendant la dernière guerre, a déclaré M. Klestil en s'adressant aux familles des victimes. Le «programme d'euthanasie» avait été lancé en 1939 par les nazis dans tout le territoire du Reich auquel l'Autriche avait été annexée en 1938.

ÉDITORIAL

Distincts... en paperasse

Combien d'entre vous ont profité de la fin de semaine pour accomplir l'un des devoirs de citoyen les plus ennuyeux qui soit: remplir sa déclaration de revenus? Ou plutôt, ses déclarations, puisque les Québécois sont les seuls contribuables soumis à ce double processus au Canada. Dieu sait qu'en matière de paperasse, on se passerait pourtant volontiers de notre statut de société distincte!

Depuis quelques années, Québec a tenté de simplifier la production des déclarations de revenus en ajoutant une version dite «simplifiée». Or, à l'usage, on s'aperçoit que la seule façon de savoir laquelle formule est la plus avantageuse, c'est de remplir les deux!

Cela dit, ce qui agace le plus, année après année, c'est de devoir comprendre et appliquer des règles différentes selon qu'on s'attaque à la déclaration fédérale ou provinciale. Alors là, c'est l'enfer! Quelques exemples seulement, histoire de se défouler un peu...

Prenons le cas des frais de scolarité: Québec accorde un crédit d'impôt à l'étudiant, mais si les revenus du jeune sont insuffisants pour en profiter, impossible de transférer ce crédit aux parents. Or, la logique veut qu'un jeune qui ne gagne pas assez pour utiliser son crédit d'impôt soit probablement toujours dépendant de ses parents. Alors, pourquoi ces derniers ne peuvent-ils pas utiliser le crédit, comme c'est le cas à Ottawa?

Jean-Robert Sansfaçon

Autre exemple de cette distinction québécoise: depuis quelques années, Québec oblige à calculer les crédits pour dépenses en santé à partir des revenus totaux d'un couple, ce qui diminue grandement leur valeur. Au contraire, Ottawa permet de les déduire d'un seul des deux revenus, reconnaissant ainsi que ces dépenses ne sont pas un luxe. Toujours en matière de santé, contrairement à Ottawa encore, Québec impose une taxe de 9 % sur les polices d'assurance et, par surcroît, il exige du salarié qu'il inscrive à la fois la contribution de l'employeur à son régime collectif d'assurance *et* cette taxe, comme s'il s'agissait d'un revenu imposable.

Que dire maintenant des fameux «acomptes provisionnels» qui affectent indistinctement les retraités et tous ceux qui reçoivent des revenus qui ne sont pas imposés à la source? La première des quatre échéances pour verser ces acomptes est le premier avril, chaque jour de retard entraînant des intérêts élevés et une pénalité de 10 % sur le montant impayé. Du vol! Mais le plus bête, c'est que les contribuables n'apprennent qu'ils devront verser de tels acomptes qu'après avoir effectué leur déclaration annuelle, soit un mois après la date limite du premier versement. Du sadisme!

Afin de rendre la vie un peu plus facile aux contribuables, il est désormais possible de faire parvenir sa déclaration par Internet. Encore là, quel progrès... pour le gouvernement! Car pour les contribuables, mieux vaut n'avoir rien de moindrement complexe à déclarer pour transmettre sans difficultés. Pour les autres, le papier et la poste restent la solution la plus efficace.

Kafkaïen que tout cela! Rêvons d'un système vraiment plus simple, accessible à tous, où le contribuable n'aurait pas à procéder lui-même aux ajustements entre les exigences des gouvernements. Puis, pourquoi ne pas mettre le logiciel gouvernemental à la disposition des contribuables au lieu d'obliger ces derniers à se procurer un produit commercial toujours incomplet pour transmettre les données par Internet?

Bien sûr, le régime québécois est un peu plus progressif que les autres régimes au pays. Il libère de l'impôt des milliers de ménages dont le revenu est inférieur à la moyenne. En revanche, ceux qui ont le malheur de «tomber» dans la classe moyenne n'ont qu'à bien se tenir. Non seulement auront-ils à payer largement leur dû, mais ils apprendront vite que l'Etat les considère comme des fraudeurs potentiels chaque fois qu'ils inscriront un chiffre dans leur déclaration.

jrsansfacon@ledevoir.ca

Le mur

La Centrale des syndicats du Québec (CSQ) fait présentement circuler auprès des enseignants une cassette vidéo exposant les périls auxquels seraient exposés leurs membres si jamais était créé un Ordre professionnel des enseignants. Essentiellement, les personnes interviewées dans ce court plaidoyer font valoir qu'un ordre professionnel ajouterait un autre niveau de contrôle aux mécanismes déjà existants. Ramenant le débat sur le terrain syndical traditionnel, on y laisse entendre, en relatant l'expérience d'infirmières, que le code de déontologie est un instrument au service de l'employeur qui le manipule à sa guise afin de congédier des employés indésirables. Présenter ainsi les ordres comme un instrument de répression est une forme de désinformation indigne d'un syndicat... de professionnels.

Paule des Rivières

Sans être brûlant, le dossier d'un ordre professionnel des enseignants n'en suit pas moins son cours. Dans quelques jours, l'Office des professions aura achevé la collecte des commentaires qu'il a sollicités, dans le but de se faire une opinion et de transmettre un avis au gouvernement. L'Office s'intéresse à ce dossier depuis que le Conseil pédagogique interdisciplinaire du Québec lui a officiellement transmis une requête, en 1997. Les enseignants qui sont favorables à une corporation des enseignants font valoir qu'un tel changement entraînerait une reconnaissance sociale de leur métier. Possible. Mais la première tâche d'un ordre professionnel est de protéger le public. L'Office devra d'abord décider si le public (ici les enfants) est exposé à des risques lorsque l'acte d'enseigner n'est pas effectué avec compétence. En d'autres termes, le contrôle qu'exerce automatiquement un ordre professionnel est-il, dans ce cas, justifié?

Défendant le *statu quo*, les dirigeants syndicaux ne sont manifestement prêts à remettre en question ni leur formation, qui relèverait en grande partie de l'Ordre, ni les mécanismes d'évaluation de leur travail, quasi inexistants à l'heure actuelle. Ils le font savoir dans leur message aux enseignants en brandissant la menace de l'arrivée d'un corps étranger à saveur «répressive».

Tous ne partagent pas cet avis. La Fédération des commissions scolaires, par exemple, inscrit ce débat dans le contexte des nombreuses réformes actuelles, placées sous le signe d'un renouvellement du contrat social entre les enseignants et la société québécoise. Elle n'a pas tort. En tous cas, le débat mérite d'être fait. On pourrait ajouter que la CSQ, qui boycotte les activités parascolaires pour faire avancer les négociations sur l'équité salariale, fait la démonstration, sans le vouloir, que la défense des membres peut parfois entrer en conflit avec l'intérêt des enfants. Ce qui est encore plus vrai lorsqu'un enseignant est accusé d'incompétence ou d'actes répréhensibles et que son syndicat a l'obligation légale de le défendre.

LE DEVOIR
FONDÉ PAR HENRI BOURASSA
LE 10 JANVIER 1910
FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information MICHEL VENNE
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, MARIE-ANDRÉE LAMONTAGNE, LOUIS LAPIERRE
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directeur, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE

LETTRES

Je me souviens

Oui, les Québécois étaient d'accord avec l'adoption d'une Charte des droits et libertés canadienne, mais pas de la Constitution. Alors à tous ceux qui utilisent cela comme argument pour justifier la légitimité de sa ratification ne tiennent pas compte de plusieurs facteurs... Pour commencer, cette Charte ne représente qu'une partie de ce qui s'est signé en 1982, une simple annexe... en fait, c'est le plus gros morceau qui fait mal, soit le rapatriement de la Constitution à laquelle a été ANNEXÉE la Charte. La Constitution, par laquelle de nombreux pouvoirs sont passés des mains du provincial aux mains du fédéral et qui ne prévoit une compensation fiscale, si on désire se retirer d'un programme fédéral, QUE pour la santé et l'éducation (ex: prêts et bourses, assurance-maladie, etc.).

Ensuite, si les Québécois avaient su ce qu'impliquait cette Charte des droits et libertés, le pourcentage n'aurait sûrement pas été de 91 %, mais sans doute dans les mêmes pourcentages qu'aux élections de 1980, les souverainistes contre et les fédéralistes pour, et peut être davantage à cause du fait que fédéralistes comme souverainistes, on s'entend sur le fait que le Québec est une société distincte. Pourquoi n'auraient-ils pas été d'accord? Parce que ce dieu fédéraliste qu'est Trudeau a utilisé cette Charte pour justifier le passage du biculturalisme au multiculturalisme, permettant donc de renier les Québécois comme un des deux peuples fondateurs, sur lequel principe est basée en partie la revendication de la société distincte, en devenant par ce changement une culture comme une autre.

C'est illogique d'élaborer une Constitution sur les principes d'une charte de libertés individuelles, alors que le gouvernement a une responsabilité collective. Par ce fait, des écrits de propagande nazie ou bien racistes ont été autorisé à la publication, au nom de la liberté de penser et de s'exprimer; Georges Bush fait la guerre au nom de la liberté... ne va-t-on pas trop loin des fois, au nom de la liberté?

Nous avions déjà une Charte des droits et libertés, québécoise, adaptée à nos réalités et non annexée à une constitution. En connaissance de cause de tout ce que j'ai dit précédemment, je crois alors que les Québécois de tous alibis, toutes rivalités politiques et partisanes confondues, auraient été massivement contre et aurait appuyé René Lévesque dans son boycott. Alors maintenant, quand je me rappelle la nuit des longs couteaux, je me dis encore *«Je me souviens»*.

Jean-François Belley
Le 20 avril 2002

J'ai honte...

Je suis installé au Québec depuis près de dix ans. Aujourd'hui, pour la première fois de ma vie, j'ai honte de mes origines françaises...

J'ai honte de ce que les esprits étroits ont fait de mon pays natal, en portant au second tour de l'élection présidentielle, le pire politicien que la France ait porté...

J'ai honte de constater que les thèses xénophobes et fascistes rallient aujourd'hui le cinquième de la population de l'Hexagone....

Honte de constater que les petites gens se sont laissé berner par les thèses d'un politicien qui tient plus du dictateur que du démocrate...

Honte de réaliser que les classes aisées qui l'ont crédité de leurs voix ont fait preuve d'une bêtise déconcertante...

Je n'arrive encore pas à réaliser le cataclysme provoqué en ce jour maudit du 21 avril 2002. Puisse ce jour n'avoir jamais existé!!! Le réveil est difficile. Comme si quelque chose s'était cassé... Je ne pensais vraiment pas qu'un tel événement déclenché par la présence de cet immonde personnage au 2e tour de l'élection présidentielle aurait sur moi un tel impact.

On ne peut plus parler à ce stade-là de vote-sanction... Il y avait suffisamment de candidats lors de ce premier tour, pour effectuer un vote-sanction intelligent.

Depuis 30 ans, ce personnage répugnant déverse sa bile malodorante sur tous les médias, véhiculant des messages racistes et xénophobes... Les gens qui ont voté pour lui l'ont donc fait en parfaite connaissance de cause... Et c'est cela qui me fait ressentir la plus grande honte aujourd'hui... La bêtise l'a emporté... Et je pense sincèrement que c'est cette bêtise que j'exècre...

Une bêtise qui vient de tous les horizons de la société et qui est l'apanage de personnes viles et frustrées... Des quartiers chics aux banlieues défavorisées, les électeurs extrémistes de droite sont partout, mais invisibles, car personne aujourd'hui ne se targue d'avoir voté Le Pen... Et cela est encore plus insidieux... J'espère du fond du cœur que cet événement provoquera le sursaut nécessaire pour remotiver l'électorat de gauche lors des prochaines législatives. La France a aujourd'hui son «Sharon» et je me demande si la copie n'est pas pire que l'original...

Philippe Satre
Avril 2002

LIBRE OPINION

Québec, après Ottawa, s'en prend à la loi 101

PIERRE DE BELLEFEUILLE, CLAUDE-G. CHARRON ET PIERRE GENDRON
Membres du Cercle Godin-Miron

Mme Diane Lemieux, ministre de la Culture et des Communications et ministre responsable de la Charte de la langue française, a annoncé son intention de présenter à l'Assemblée nationale un projet de loi visant à fusionner les quatre organismes créés par la loi 101, organismes dont les fonctions sont pourtant tout à fait distinctes. Elle dit s'inspirer d'une recommandation de la commission des Etats généraux de la langue française qu'a présidée M. Gérald Larose.

Disons-le tout de go: le rapport Larose, qui repose sur une tablette depuis l'été 2001, est une «patate chaude». Bien sûr, il ne contient pas moins de 149 recommandations, mais cette prolixité reflète une dispersion tous azimuts plutôt qu'une ferme prise en main de la réalité.

La ministre veut-elle donner l'impression que les commissaires n'ont pas travaillé en vain? À notre avis, elle pourrait laisser le rapport Larose dormir sur une tablette. Ce document ne mérite rien d'autre. Il suinte la *political correctness*. On y brosse le portrait d'un Québec idéal où tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil. Dès l'introduction, les auteurs écartent du revers de la main les données démographiques, sous prétexte de n'être pas «frileux», alors que ces données sont évidemment indispensables pour l'étude de la situation linguistique.

Rappelons qu'une des idées directrices du rapport Larose, selon laquelle les Anglo-Québécois auraient évolué dans le sens de l'acceptation de la primauté du français, a été contredite, peu après la présentation du rapport, par une étude menée par l'Institut Missisquoi, rattaché à l'université McGill. Selon *Le Devoir* (28 août 2001) cette étude conclut qu'il n'y a pas eu une *«évolution significative des attitudes et des opinions des Québécois anglophones»*. Ceux-ci, en majorité, considèrent que le français n'est pas menacé au Québec, mais que leur collectivité l'est.

Déjà affaiblie par des jugements de la Cour suprême du Canada, la loi 101 ne doit pas subir d'autres avatars

Il y a dix ans, le gouvernement Bourassa a fait mine de fusionner les quatre organismes institués par la loi 101. Devant la levée de boucliers qui s'ensuivit, il se contenta d'en fusionner deux. Dès 1997, à l'initiative de Mme Louise Beaudoin, alors responsable de la Charte de la langue française, l'Assemblée nationale défusionnait la Commission de protection de la langue française et l'Office de la langue française, l'une chargée des plaintes et l'autre de la mise en œuvre de la Charte, notamment dans les milieux de travail et dans la vie économique. Les deux autres organismes s'occupent d'observer l'évolution de la situation linguistique — le Conseil de la langue française — et de la dénomination des lieux — la Commission de toponymie.

Déjà affaiblie par des jugements de la Cour suprême du Canada, la loi 101 ne doit pas subir d'autres avatars. Laissant de côté le rapport Larose, Mme Lemieux devrait plutôt se préoccuper de remédier au déclin du taux d'inscription aux écoles françaises qui a été mis en lumière par le sociologue Jean Dorion dans une série de trois articles parus dans *Le Devoir* du 28 au 30 janvier dernier.

Et si madame la ministre tient à désencombrer les tablettes gouvernementales, elle pourrait s'intéresser au rapport Arpin qu'avait commandé sa prédécesseure, Mme Agnès Maltais. Il s'agit du groupe-conseil qui avait été chargé de proposer les grandes lignes d'une politique du patrimoine, et qui a fait rapport en novembre 2000. Or ce document est d'une bonne tenue, et l'on s'étonne que le gouvernement n'y ait pas donné suite. Car, situation absurde, ni le gouvernement ni le ministère de la Culture et des Communications ne dispose d'une politique du patrimoine. Celui-ci qui, dans ses domaines multiples est en quelque sorte notre histoire vivante, est donc mal protégé.

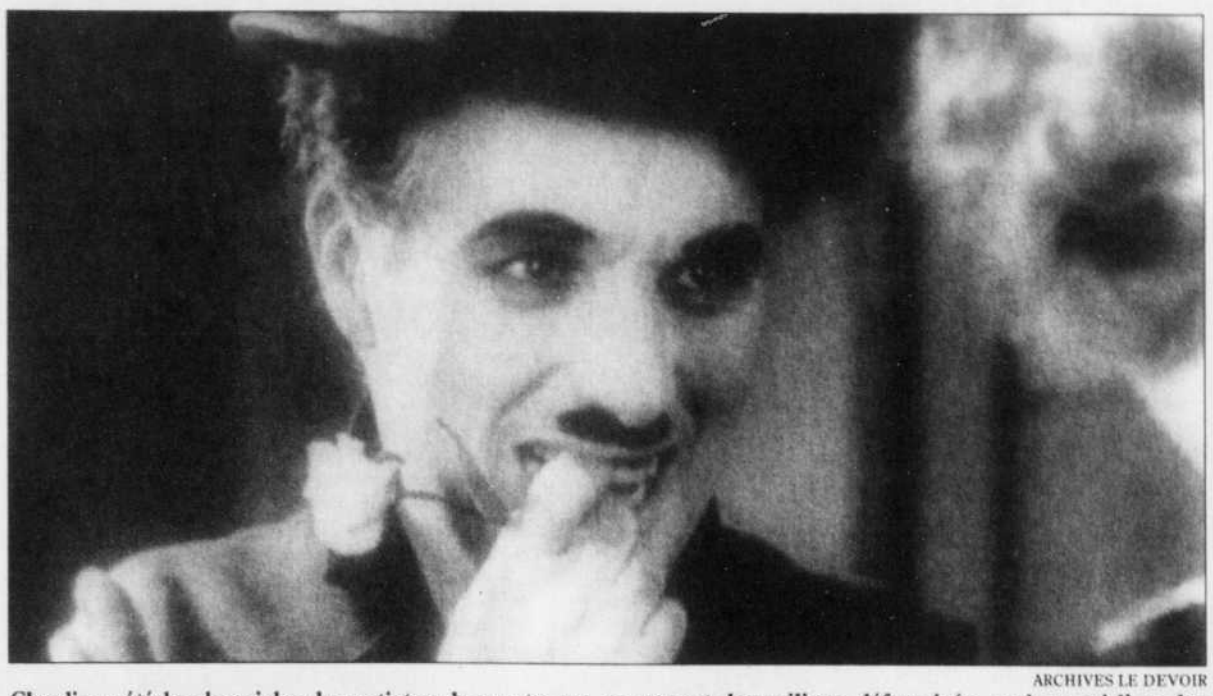
Mme Lemieux s'est sûrement rendu compte de cette grave lacune lorsqu'il a fallu qu'elle improvise, tout récemment, une méthode de protection d'objets ayant appartenu à Maurice Richard, se rendant apparemment, avec un empressement touchant, à la pressante invitation d'une personnalité dont la passion patrimoniale était mal connue, M. René Angélil. La ministre avait pourtant fait la sourde oreille devant les représentations des nombreuses associations qui militent dans ce domaine. Il y a là une leçon pour ces militants: désormais, faites intervenir des vedettes.

IDÉES

L'art informatique n'a pas trouvé son Chaplin

CHARLES HALARY

Charles Halary est professeur de sociologie à l'Université du Québec à Montréal. Depuis la parution de son ouvrage Les Exilés du Savoir – Migrations scientifiques internationales *(Harmattan, Paris, 1994), il se consacre aux rapprochements entre art et technologie. Inspiré par Georg Simmet, il considère le vêtement comme la source de rapports sociaux urbains et le principal support des prochaines innovations culturelles.*



ARCHIVES LE DEVOIR

Chaplin a été le plus riche des artistes de son temps, en venant des milieux défavorisés, mais aussi l'un des plus virulents contempteurs du système capitaliste.

Ville et nouveautés vont souvent de pair. Pour le meilleur et pour le pire. Dans *Les lumières de la ville* (1931), Chaplin faisait la sourde oreille à la novation du parlant (invention des laboratoires Bell en 1926) en nous donnant un grand film muet, peut-être le plus beau de toute son œuvre. Riches et pauvres, en argent ou en émotions, sont les caractéristiques des acteurs de cette comédie dramatique à laquelle le metteur en scène identifiait sa vie. Chaplin a été le plus riche des artistes de son temps, en venant des milieux défavorisés, mais aussi l'un des plus virulents contempteurs du système capitaliste. Il avait vécu la ville comme le lieu autorisé de la dissidence. Au moment où les guerres et les dictatures faisaient résonner les médias, il adoptait le point de vue du pauvre type (*tramp*) ballotté par les événements et rebelle à toutes les orthodoxies. Pour Chaplin, les innovations portaient en elles des conséquences catastrophiques sur les foules urbaines. Les temps modernes rimaient alors avec dictatures internes. Mise en ordre des foules et surveillance des individus, tels serait aussi les éléments d'une lecture pessimiste des innovations en matière d'informatique. Faire de l'art avec de la quincaillerie technique est la réponse humaniste souhaitable. Mais l'art informatique n'a pas trouvé son Chaplin. La mobilisation des artistes dans le champ des technologies de l'information devient alors un problème de mise en scène sociale. Le plus important dans cette époque devenue épique depuis le 11 septembre 2001.

L'âge du numérique

Mettre en scène

La mise en scène est une forme de mise en ordre. Elle se distingue par une ambiguïté théâtrale interrogative. Or, comme la machine à vapeur, l'ordinateur a été inventé pour mettre de l'ordre dans les flux d'énergie débarrassés de leur ambivalence. Carnot a élaboré une théorie de l'énergie en partant de la vapeur (entropie-néguentropie). Shannon l'a reprise pour construire sa théorie de l'information au sein des Laboratoires Bell. L'ordinateur est le produit suprême de cette réflexion qui s'est appuyée sur une branche des mathématiques, celle des algorithmes. Comme les sociétés urbaines sont toujours plus complexes, le calcul de mise en ordre a dépassé rapidement les aptitudes des êtres humains normaux. La machine à calculer (inventée par le philosophe Blaise Pascal dans sa jeunesse) s'est imposée comme le moyen de gestion idéal pour le commerce et l'impôt. Les machines à calculer ont ainsi occupé dans les villes, et pour des fonctions financières, une place autrefois réservée à un prêtre (l'ordinateur) dans les campagnes. Dans la langue française, le *«calculateur automatique»* (traduction de computer) est devenu un *«ordinateur»* au cours des années 60 après que le mot eut été proposé en 1956 à IBM par Jacques Perret, professeur de lettres latines. Un jour, tout a basculé à San Francisco avec Apple. La lutte contre Big Brother-IBM changeait de scène, d'acteurs et de trame dramatique.

La popularisation de l'ordinateur

Après avoir été monopolisé par les militaires et IBM pendant 30 ans, l'ordinateur s'est propagé aux classes moyennes à partir de la Californie. Se donner les moyens électroniques de croquer dans la nouvelle pomme de connaissances devenait un objectif légitime pour la dissidence culturelle. *« Small is beautiful»* résume cet esprit frondeur dont Apple a fait un objet de consommation courante avec le micro-ordinateur. En 1975-1977, les États-Unis, dotés d'équipements électroniques extraordinaires avaient accepté leur première défaite militaire face à un peuple vietnamien astucieux. Le micro-ordinateur devenait l'enjeu principal des nouvelles orientations culturelles opposées au complexe militaro-industriel justement dénoncé dans les années 50 par l'ancien président Eisenhower. En 1989-1991, Internet matérialisait la mondialisation du micro-ordinateur comme moyen de communication de tous vers tous.

Ceux qui ont mis au point les ordinateurs n'étaient pas des artistes. Les deux plus importants dans la chaîne innovatrice, Alan Türing et John Von Neumann, ont construit leur carrière dans l'ombre des militaires pour la cryptographie britannique et le projet atomique Manhattan. L'intervention des artistes en informatique a commencé au cours des années 50 avec la manipulation poétique des textes (OULIPO de Queneau), des sons (Xenakis et IRCAM de Boulez) et des images avec des ordinateurs encore analogiques (Laposky). Avec la miniaturisation, les ordinateurs, qui étaient de gigantesques «sculptures» électro-mécaniques, sont devenus des systèmes proches des structures génétiques du vivant et qui vont plus loin encore dans le raffinement.

Dis moi quel ordinateur tu portes

Et je te dirai qui tu es. Entre les machines portatives largement répandues et les prototypes quantiques encore problématiques, viennent d'apparaître les vêtements intelligents ou ordinateurs vestimentaires. Ces ordinateurs vestimentaires vont avoir une profonde influence sur les moyens de se définir une identité sociale. Les États-Unis et le Japon en proposent les premières versions commerciales. Steve Mann à Toronto en est l'artisan le plus célèbre. À Montréal, on tente de trouver une fin artistique à cette machine qui pourrait sans cela ressembler à la tunique de Nessus. Les villes du 21e siècle sont baignées dans une ambiance de médias électroniques où la citoyenneté dissidente s'estompe. La miniaturisation des moyens de communication engendre un vêtement numérique nomade à vocation artistique. Le monde du spectacle, de Guignol à Charlie Chaplin en passant par Molière, a produit les anticorps nécessaires pour évacuer les germes de l'autoritarisme dans l'univers urbain. Montréal, en retrouvant les sources du dialogue entre le clown blanc et le clown triste, peut mettre en scène une utopie citadine que le monde entier aimerait partager. L'ordinateur vestimentaire de ce siècle, créé dans un enfermement militaire, peut être ouvert, avec l'art et la manière, sur un champ expérimental novateur pour les arts de la scène et, à travers eux, pour les multitudes de la foule urbaine.

Quid de la fracture numérique ?

JEAN-CLAUDE GUÉDON

Détenteur d'un doctorat en histoire et professeur titulaire en littérature comparée à l'Université de Montréal, Jean-Claude Guédon s'est récemment impliqué dans l'initiative des Archives ouvertes de Budapest. Membre du comité scientifique d'Inet 2002 de la Internet Society, et premier président de sa section québécoise, M. Guédon est également membre du comité directeur du Programme national de licence de site canadien. Il est membre de la Commission éthique, science et technologie du gouvernement du Québec.

L'expression agite. Les passions se soulèvent. Les politiciens se dépensent. Une injustice menaçante hante le pays; la fracture numérique est à nos portes. Alerte!

De quoi s'agit-il? Fondamentalement, de l'inégalité sociale qui est (ou serait) engendrée par la présence de l'informatique et d'Internet dans notre société. Déjà, le quotidien parisien *Le Monde* y consacrait quelques colonnes en septembre 2000. Déjà Philippe Quéau nous mettait en garde et non sans raison. Par rapport à la fracture du sous-développement, la fracture numérique nationale apparaît relativement mineure et ne se limite peut-être qu'à un slogan politique.

Un an et demi après l'enquête du *Monde*, où en sommes-nous? À peu près au même point. À un détail près, une certaine façon de promouvoir Internet, propre aux milieux d'affaires, s'est calmée après l'effondrement de la spéculation boursière autour des «point com». Du même coup, la promotion de l'urgence d'Internet s'est ralentie et le réseau des réseaux peut enfin se déployer dans une ambiance moins frénétique et surréelle. Or, le ralentissement de la croissance (qui n'est pas une décroissance, tant s'en faut) permet de se rappeler soudain qu'Internet, comme toute autre technologie, voit son usage croître de manière graduelle, selon des règles que les sociologues des technologies étudient depuis des décennies. De ce point de vue, Internet, se caractérise plus par la vitesse impressionnante de son expansion (déjà dépassée par celle du téléphone cellulaire) que par les modalités de cette diffusion. En fait, la rapidité même de la croissance d'Internet laisse espérer une preste correction des inégalités actuelles, du moins dans les pays riches.

Toute nouvelle technologie engendre d'abord des inégalités: une petite élite s'approprie une technologie naissante; puis elle est rejointe progressivement par diverses catégories d'utilisateurs, le tout suivant la fameuse courbe logistique en «S» que les spécialistes des sciences de la communication adorent dessiner. On peut ainsi rappeler que l'irruption de l'automobile a créé une fracture entre le «Hinterland» du piéton et celui de l'automobiliste. Son usage se généralisant, l'automobile cache, autant qu'elle ne la révèle, la misère (relative) persistant dans nos pays.

De la même manière, l'avènement de la télévision, salué en son temps comme l'un des plus grands espoirs de l'humanité pour l'accès à l'éducation et aux arts (au Québec, à la prière collective), a produit une fracture audiovisuelle. Celle-ci s'est résorbée en quelques décennies au point de maintenant s'inverser à son tour: n'en déplaise à Dominique Wolton, la télévision est devenue une sorte de tétine mentale (le si bien nommé «pacifier» des anglophones) que peu savent repousser. Devant la télé, le désir de liberté ne disparaît pas; il s'exprime en zappant!

Les exemples de fracture se retrouvent partout; les égrener deviendrait lassant et bruyant, à l'instar de ce film, *Le Seigneur des anneaux*, curieusement à la mode en dépit de sa médiocrité. Je m'écarterai donc de ce piège en revenant à Internet et à la fracture numérique, sa fatale compagne putative.

Abordons la question en deux étapes: à l'intérieur d'un pays riche, que peut signifier une telle expression? Et que dire d'un pays pauvre?

Dans un pays riche, l'équité technologique face à Internet renvoie à une formule d'apparence simple: l'universalité de l'accès. Formule simple, certes, mais qui exige pourtant de la décortiquer en plusieurs lamelles hétérogènes:

- Accessibilité physique par une répartition suffisante sur le territoire: à quoi sert un Internet gratuit s'il n'y a qu'un seul poste libre, localisé dans la toundra, à 100 km de Radisson?
- Accessibilité économique: à quoi serviraient des postes partout, mais à des tarifs faramineux?
- Accessibilité technique: à quoi serviraient des postes partout et gratuits si la compétence technique nécessaire ne se trouvait que chez dix Québécois?

Pour un gouvernement rompu aux exigences des services dits publics, ces critères sont familiers. Diverses solutions, plus ou moins égalitaristes, existent, allant du monopole d'État à diverses formes de concurrence. Pour autant, ces trois critères sont rarement satisfaits; en particulier, le dernier, qui coince fréquemment. En effet, à elle seule, l'ergonomie ne suffira jamais à résoudre cette question. Fenêtres, icônes et souris n'engendrent pas plus la «démocratisation» (sic) de l'ordinateur que celle d'Internet. En revanche, cette recette de maîtrise technique se découvre insidieusement partie liée avec la paresse et la passivité, ces deux «mamelles» du consommateur.

Une vraie réponse à cette question passerait évidemment par une insertion efficace de l'informatique dans le cursus scolaire, de façon à apprendre nos jeunes à réellement écrire à l'écran, et non à ânonner la version, ô combien éphémère de MS-Office 95, 97, 2000 etc... mais pour cela, il faudrait que notre ministère de l'Éducation (et pas mal d'éducateurs) se construisent des idées claires sur la distinction entre un citoyen et un consommateur!

Au total donc, dans les pays riches, la fracture numérique correspond moins à une question d'inégalité sociale engendrée par la technologie — en fait les inégalités sociales précèdent toujours les technologies et ces dernières ne servent qu'à mieux les mettre en évidence — qu'à une certaine difficulté à échapper aux idées reçues des lois du marché. La distribution par truchement de marché conduit nécessairement à des modes déséquilibrés de distribution.

Dans les pays pauvres, le jeu est tout autre. Les infrastructures sont rares et souvent sous contrôle, direct ou indirect, de grands opérateurs internationaux.

Mais regardons-y de plus près: Internet, loin d'engendrer des cassures fatales entre les peuples, peut agir dans le sens inverse: en jouant à plein son rôle premier de vecteur de communication, c'est-à-dire d'échange et de partage, Internet peut contribuer à renouer des dialogues constructifs, plus constructifs, certes, que ceux livrés par des avions détournés et transformés en missiles, plus constructifs aussi que les kamikazes palestiniens, plus constructifs enfin que les graffitis haineux griffonnés sur des bombes, intelligentes ou idiotes.

Serge Bouchard

Maudire les enfants de Boston

Les Aztèques étaient de grands amateurs de sport. Ils jouaient un jeu de balle qui consistait à mettre deux équipes sur un vaste terrain que chacune se partageait et où il fallait que l'une traverse le territoire de l'autre afin d'atteindre une ligne de fond où se marquait le point. Avec les pieds, avec les mains, cette joute rappelle tout à la fois le soccer, le rugby, le football et le hockey.

À la même époque, mais plus au nord, les Cherokees étaient aussi des grands amateurs de sport, bien que leur jeu soit plus distinctif en ce qu'il exigeait que l'on transporte la balle avec un bâton muni d'un panier. Cela, bien sûr, s'appelle la crosse, sport qui a survécu jusqu'à aujourd'hui et dont l'origine est notoirement amérindienne. Les Natchez de la Louisiane n'étaient pas en reste puisque là aussi la crosse soulevait les foules. La popularité des sports de balle, qui était grande, remontait le long du Mississippi et atteignait les mondes iroquoiens dans ce que sont aujourd'hui le grand Toronto et le grand Montréal. Dans bien des cas, les mères de clan étaient les directrices générales des équipes et elles ne niaisaient pas avec la rondelle. Ajoutons que les Algonquiens et les Sioux jouaient aussi dans cette vaste ligue précolombienne.

Le jeu nous sauve tout en faisant sortir le méchant comme le meilleur

Ces rencontres déchaînaient les passions. Elles étaient comme des guerres, les remplaçant en quelque sorte. Pur simulacre, on les appelait les petites guerres. Elles permettaient de calmer les sangs des jeunes guerriers qui pouvaient librement se défouler tout en se gardant en bonne forme de combat. Car ces rencontres étaient absolument violentes. Tous les coups étaient permis, un peu comme dans nos sports extrêmes. Les terrains étaient très vastes, les parties duraient des heures, les joueurs étaient innombrables et les blessés aussi. Commotions cérébrales, fractures, entorses, les guerriers de la petites guerre étaient des héros pour le monde.

La noblesse aztèque pariait sur l'issue des matchs. L'affaire avait souvent une connotation politique. Les équipes qui s'affrontaient représentaient des cité-États, autant dire des villes. Il arrivait fréquemment que l'on décide de l'indépendance d'une ville en jouant une petite guerre sur le terrain. Cela évitait d'en faire une grande. Les Européens mirent des siècles à seulement comprendre et à se civiliser à l'égard du sport en général. Ils préféraient les joutes simplistes et chevaleresques où l'élite aristocratique pouvait se mettre en valeur en face des manants. Sinon, ils brûlaient les gens en public pour distraire le peuple. Ce n'est que bien plus tard qu'ils comprirent le sens profond du jeu d'équipe et qu'ils organisèrent des ligues professionnelles de sport.

Zones offensives, travail en équipe, exploits individuels, stratégies défensives, guerres psychologiques, intimidation, sournoiserie, coup cochon, résilience et résistance, prendre les coups et en donner, gagner, perdre, tout cela est vieux comme l'humanité au théâtre de sa propre violence.

Mais il reste ceci. Les Mexicas (Aztèques) et tous les autres, des Mayas du Yucatan jusqu'aux Anishinabes du grand Ottawa, représentaient leurs villes, leurs villages, leurs lignages ou leurs clans dans des joutes où l'honneur était lié aux résultats de la partie. Imaginez l'appartenance, les sacrifices, la volonté de gagner. Ces sports d'équipes étaient des sports emblématiques où chaque joueur savait qu'il portait les couleurs de tous les siens en face d'un ennemi détesté qu'il n'était pas nécessaire de tuer.

Dans le sport professionnel moderne, toute cette tradition est conservée intacte. Chaque ville est une tribu et le nom des équipes est là pour nous le rappeler (souvent des noms indiens d'ailleurs). Il y a les couleurs, les gilets, les traditions et la mémoire. Chaque joute est une petite guerre. Et nous nous passionnons pour l'événement et les résultats. C'est du bonbon. Nos émotions sont sur la ligne de front. Le jeu et la guerre se confondent, ce qui est un divertissement plus que sain. Nous sommes derrière notre équipe comme nous sommes derrière notre honneur. Une défaite est chose terrible et grave, assez pour déprimer une population entière le temps de quelques jours.

Le jeu nous sauve tout en faisant sortir le méchant comme le meilleur. Nous sommes violents et agressifs, orgueilleux et retors mais l'esprit sportif est une grande chose. Les amateurs sont commères et compères. Si, au lieu des armées et des soldats, nous n'avions que des équipes et des joueurs, si nous acceptions de jouer nos destins dans l'histoire plutôt que de vraiment nous entretuer, alors, le sport prendrait une importance morale plus grande encore, si faire se peut.

Quand les Canadiens de Montréal jouent contre les Bruins de Boston, nous sommes en droit de normalement haïr les joueurs de Boston, leurs femmes et leurs enfants, la ville de Boston et tous ses habitants, les Américains en général, le temps d'une série éliminatoire. Cela fait du bien, d'autant que nous ne sommes pas moins bons amis pour autant. Cependant tout est clair, je suis un loup, tu es un chien et nous n'avons pas élevé les cochons ensemble.

Les Aztèques nous l'ont montré: une société sans sport est une société barbare. Regardez Cortez l'Espagnol. Le sport ne l'intéressait pas. Quand on ne joue plus, on se met sérieusement à tuer.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes **à l'information générale et métropolitaine** : Gérald Dallaire (*adjoint au directeur de l'information*), François Cardinal (*actualité municipale*), Marie-Andrée Chouinard (*éducation*) Yves d'Avignon (*sports*); Paule des Rivières (*éditorialiste*), Jean Dion, Louis-Gilles Francœur (*environnement*), Benoît Munger (*responsable du site Internet*), Josée Boileau, Brian Myles (*justice et faits divers*), Isabelle Paré (*santé*); Michel Garneau (*caricaturiste*) ; Diane Précourt (*pages éditoriales, responsable des pages thématiques*); Martin Duclos et Christine Dumazet (*relecteurs*); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (*photographes*) ; **à l'information culturelle** : Michel Bélair (*responsable*), Jean-Pierre Legault, Stéphane Baillargeon (*théâtre*), Paul Cauchon (*médias*), Caroline Montpetit (*livres*), Odile Tremblay (*cinéma*), Bernard Lamarche (*arts visuels*); **à l'information économique** : Gérard Bérubé (*adjoint au directeur de l'information*), Dominique Reny, Éric Desrosiers, Valérie Dufour, Pauline Gravel, Claude Turcotte; **à l'information internationale** : Claude Lévesque, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); **à l'information politique** : Hélène Buzzetti, Manon Cornellier (*correspondantes parlementaires à Ottawa*), Mario Cloutier et Robert Dutrisac (*correspondants parlementaires à Québec*), Kathleen Lévesque ; Marie-Hélène Alarie (*secrétaire à la rédaction*) ; Louise-Maude Rioux Soucy (*commis*). **La documentation** : Gilles Paré (*directeur*); Manon Derome, Serge Laplante (*Québec*), Rachel Rochefort (*Ottawa*). **LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING**, Jacqueline Avril, Jean de Billy, Gyslaine Côté, Marlène Côté, Martin Fournier, Véronique Géraud, Anouk Hurbutt, Christiane Legault, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Micheline Ruelland, (*publicitaires*), Laurence Thériault (*directrice adjointe*), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (*secrétaire*). **LA PRODUCTION** Christian Goulet (*responsable de la production*), Claudine Bédard, Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Olivier Zuida. **INFORMATIQUE,** Yanick Martel (responsable). **PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE**, Linda Thériault (*responsable service à la clientèle, distribution et tirage*), Hélène Gervais, Marie-Ève Santerre, (*coordonatrice à la promotion et à la sollicitation*), Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc. **L'ADMINISTRATION** Nicole Carmel (*responsable des services comptables*), Céline Furoy, Olivier Lachambre (*contrôleur*), Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (*adjointe-administrative*), Danielle Laperrière, Caroline Perrier, Danielle Ross. **LA FONDATION DU DEVOIR** Roger Boisvert (*vice-président exécutif et directeur général*).

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

FRANCE

SUITE DE LA PAGE 1

première région lepéniste de France, constance qui fait dire au géographe Richard Kleinschmager que *«le vote frontiste alsacien n'est plus un vote de protestation, mais un vote d'adhésion à Le Pen»*.

Nicole Huber, 53 ans, était présente au dépouillement. *«C'est curieux, c'est toujours comme ça. Quand on a vu le résultat, il n'y avait personne pour se féliciter. C'est comme si personne n'avait voté Le Pen.»* A Wisches, tout le monde ou presque a des parents, des amis, des voisins qui donnent leurs suffrages à l'extrême droite.

Mais personne, ou si peu, pour le revendiquer. *«C'est quand même incroyable, avec tout ce qu'a souffert notre région»*, soupire Odette Thalgott, 74 ans. Et, se tournant vers son ami d'enfance, Robert Singer, 69 ans, ancien pâtissier: *«Robert, comment peux-tu faire une chose pareille!»*

Car «Robert» est l'un des rares à ne rien cacher: il a voté Le Pen au premier tour, il votera Le Pen au second: *«Il n'y a plus rien qui marche en France. Tout le monde est dans la rue, les toubibs, les infirmières, les pompiers, les convoyeurs de fond, les gendarmes, c'est-à-dire l'armée. Et quand l'armée est dans la rue, le pays est foutu.»* La faute, dit-il, à la gauche *«bolchevique»* et aux immigrés: *«Si je mets mon poing à un Arabe, je vais en taule. Si c'est lui, c'est encore moi qui vais en taule.»* Odette veut le contredire, lui rappelle *«les camps de concentration»* — le Struthof, unique camp de concentration installé par les Allemands en France, est situé à quelques kilomètres de Wisches. Mais Robert Singer, avec un haussement d'épaule: *«Tu crois vraiment qu'aujourd'hui, Le Pen au pouvoir mettrait des camps de concentration?»* Nicole Huber en est convaincue: *«Le jour où Le Pen est président, nos droits de vote sont perdus.»* Mais elle ajoute: *«On est trop mou. Depuis mai 68, il est interdit d'interdire.»* A Wisches, il n'est pas nécessaire d'avoir voté Le Pen pour comprendre son succès. Valérie Quieti, de la «génération Mitterrand», assure que *«Le Pen a pris la place laissée libre par les autres. Il a parlé des préoccupations des Français, alors que ni la droite ni la gauche n'ont rien voulu voir»*. Elle a aussi lu les programmes de Jacques Chirac et Lionel Jospin sur les retraites: *«J'ai refermé le tout et je me suis dit: bon, où est la différence?»* Elle ajoute que désormais, elle a *«peur»* quand elle va à Strasbourg le soir et regrette que *«les parents n'aient plus de valeurs»*. Paul Samuel, 66 ans, raconte que les problèmes des villes alsaciennes se sont déplacés vers les campagnes alentour. Il y a eu des cambriolages, le long de la nationale 420 qui s'enfonce dans le massif vosgien. Quelques voitures brûlées. Qu'importe que la région soit riche (5,6 % de chômage en Alsace contre 9 % pour la moyenne nationale): *«Justement, c'est ça que les gens ne veulent pas perdre»*, assure Paul Samuel.

Quand même, Robert Singer dit que si Le Pen était élu, ça l'inquiéterait: *«Avec son programme, sortir de l'Europe, remettre le franc, interdire l'avortement et la pilule du lendemain, ça va être le bordel.»* Mais dimanche prochain, il mettra le même bulletin dans l'urne: *«A cause de l'immigration, du chômage, et de l'insécurité.»* Valérie Quieti, qui votera Chirac *«avec plaisir»*, ne comprend pas: *«Mais Monsieur Singer, quand il y a des actions de solidarité, à Wisches, vous êtes le premier à faire généreusement des gâteaux pour 240 personnes. Alors pourquoi?»*

EN BREF

Une centrale nucléaire pour la Bulgarie ?

Sofia, Bulgarie (AP) — Deux sociétés canadiennes sont désireuses de construire une centrale nucléaire en Bulgarie, a-t-on appris du ministre bulgare des Affaires étrangères, hier. Les noms d'Energie atomique du Canada, une société d'Etat, et de SNC-Lavalin ont été cités par le ministre Solomon Pasi, qui s'adressait à des journalistes, de retour d'une visite au Canada. Le Canada et la Bulgarie entreprendront d'ici peu des négociations sur un accord de coopération en énergie nucléaire, mais le pacte n'obligera pas la Bulgarie à choisir les investisseurs canadiens.

LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 Ⓜ Place-des-Arts
Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h.
Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du *Devoir*: **www.ledevoir.com**

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346
Par télécopieur (514) 985-3390

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur (514) 985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Quebecor St-Jean, 800, boulevard Industriel,Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Quebecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. *Le Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Quebecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

BUSH

SUITE DE LA PAGE 1

Jusqu'à présent, Israël exigeait que lui soient livrés les six hommes, qui se trouvent dans le quartier général d'Arafat, où un tribunal militaire a condamné jeudi quatre d'entre eux, membres de la branche armée du FPLP, à des peines de prison.

Le gouvernement israélien a néanmoins souligné qu'il n'appliquerait cette décision que lorsque les suspects seraient derrière les barreaux et gardés par des Américains et des Britanniques.

Le président palestinien a donné son accord à une délégation américano-britannique, mais a insisté sur un retrait israélien de toutes les zones autonomes, en particulier la levée du siège de la basilique de la Nativité à Bethléem (Cisjordanie), où sont retranchés 200 Palestiniens, dont une trentaine recherchés par Israël.

George Bush a par ailleurs assuré que les négociateurs israéliens et palestiniens qui tentent de trouver une solution au siège de l'église de la Nativité effectuaient *«de bons progrès»*.

Interrogé sur une éventuelle invitation à Yasser Arafat à la Maison-Blanche, il a déclaré: *«Il faut d'abord qu'il fasse ses preuves, qu'il agisse* [...] *et qu'il mérite mon respect en se montrant un vrai dirigeant.»*

Mission à Jénine: autre délai

Quant au refus d'Israël de coopérer avec une mission de l'ONU chargée de faire la lumière sur les récents événements dans le camp palestinien de Jénine, M. Bush a noté: *«C'est un problème qui est en cours de règlement à l'ONU.»*

Sur ce point, le gouvernement israélien a demandé *«un nouveau délai de 24 heures»* avant de donner son feu vert à la venue de la mission chargée d'établir les faits qui se sont déroulés à Jénine, a-t-on appris hier soir de sources diplomatiques concordantes aux Nations unies.

Cette demande a été faite par le ministre israélien des Affaires étrangères Shimon Pérès au secrétaire général des Nations unies Kofi Annan lors d'une communication téléphonique hier, ont indiqué ces sources.

«Le groupe arabe pourrait accepter ce délai à condition qu'il soit bien clair que ce soit le dernier», a précisé une source diplomatique arabe, indiquant que *«les progrès enregistrés sur la question du siège de Ramallah devaient être pris en compte»*.

La mission a déjà été reportée à plusieurs reprises, au grand dam des Palestiniens, l'Etat hébreu traînant les pieds. Principal point d'achoppement, Israël veut choisir lui-même les témoins qu'entendra la mission.

Ahmed Abdel Rahman, secrétaire du cabinet palestinien, a accusé Israël de tenter d'ôter à la mission toute signification. *«Ils affirment qu'il n'y a rien à cacher»*, a-t-il souligné. *«Quelle est alors l'explication de tous ces obstacles* [...] *pour empêcher la mission de démarrer?»* Le ministre palestinien Hassan Asfour a quant à lui exhorté l'ONU à ne pas se soumettre aux *«tactiques dilatoires»* israéliennes et à envoyer quand même sa mission rapidement.

Le président du Conseil de sécurité de l'ONU a annoncé dans la soirée d'hier *«attendre une réponse positive»* d'ici à ce matin, sur l'envoi d'une telle mission chargée de faire la lumière sur les événements qui se sont déroulés à Jénine.

M. Sergueï Lavrov, l'ambassadeur de Russie qui assure la présidence tournante, a fait cette déclaration après que le conseil eut ajourné les consultations exceptionnelles qu'il tenait hier après-midi à la suite du nouveau refus d'Israël de donner le feu vert à la mission.

Israël affirme que 48 personnes, des combattants pour la plupart, ont été tuées à Jénine, ainsi que 23 soldats israéliens. Le gouvernement Sharon a dans un premier temps donné son accord à la venue d'une mission d'information internationale, avant d'émettre des réserves sur sa composition et son mandat.

En avril...

JACQUES GRENIER LE DEVOIR

DÉCIDÉMENT, *les soubresauts de l'hiver n'en finissent plus de blanchir la ville! Un dimanche de printemps a pris hier des allures de Noël alors que les Montréalais tentaient tant bien que mal d'affronter la neige qui s'abattait sur leurs têtes abasourdies.*

CONSCIENCE

SUITE DE LA PAGE 1

Puis se produit un changement qui n'a plus rien à voir avec ce qui a conduit à lui et que nous ne pouvons pas du tout expliquer. Une scène visuelle se présente à l'esprit.» Cette vision consciente du ciel ensoleillé est en effet quelque chose de subjectif, de totalement différent des événements physiques objectifs qui la précèdent et l'accompagnent, fait remarquer le neurobiologiste Gerald Edelman, directeur de l'Institut de neurosciences à La Jolla en Californie et lauréat du prix Nobel de médecine en 1972, qui présidait ce week-end à Paris le congrès international *Biologie et Conscience* organisé par l'Académie européenne interdisciplinaire des sciences.

Cette capacité d'être conscient de ses propres sensations, de se souvenir très précisément d'avoir fait quelque chose est un niveau de conscience certainement présent chez de très nombreux animaux, affirme pour sa part le neurophysiologiste Wolf Singer, directeur du département de neurophysiologie de l'Institut Max Planck à Francfort, en Allemagne. *«On sait que les animaux arrivent à associer des souvenirs à un stimulus présent. Et, pour ce faire, il faut ressortir la trace mnésique et l'introduire à la conscience afin de pouvoir la relier à la situation actuelle*, précise-t-il. *Or, les animaux savent faire cela.»*

La conscience du soi est par contre nettement moins répandue chez les animaux. Elle n'est présente que chez quelques rares chimpanzés, qui, au moment où ils se voient dans un miroir et se rendent compte qu'on leur a peint le nez en rouge le touchent afin de vérifier ce qui leur arrive.

Jusqu'à l'âge de deux ans, le bébé humain n'a pas encore cette conception du soi, souligne Wolf Singer. En effet, les bébés qui se voient dans un miroir ont souvent tendance à tourner autour de celui-ci dans l'espoir de trouver celui qu'ils ont vu et qui se cacherait derrière. *«La conscience du soi chez les jeunes humains ne commence à se manifester que lorsque les structures du cortex préfrontal atteignent leur maturité»*, ajoute-t-il.

Mais comment explique-t-on l'émergence de la conscience à partir du tissu nerveux?

Wolf Singer fait d'abord remarquer que la composition et le fonctionnement des cellules nerveuses sont identiques chez l'humain et le monde animal. Aucun changement dans l'organisation du cerveau ne distingue les rongeurs des humains. Depuis l'apparition du cortex chez les tortues, aucune nouvelle structure ne s'est ajoutée. Seul le volume des structures existantes — notamment le cervelet — s'est accru et la surface du cortex s'est étendue au cours de l'évolution.

Mais, somme toute, ce n'est pas le volume du cerveau qui importe et explique la supériorité de l'humain. Les éléphants et les baleines ont en effet un cerveau beaucoup plus volumineux que l'humain. *«Plus un animal est gros, plus il dispose de muscles qu'il doit actionner. Et plus le tissu cérébral doit être abondant pour les contrôler*, explique le Professeur Singer. *L'important est le nombre de cellules nerveuses par rapport à la taille et au poids du corps. Or, l'humain est le champion de l'évolution sur ce plan.»*

Outre cette concentration exceptionnelle de cellules nerveuses dans le cerveau humain, on remarque un vaste réseau de connexions entre les différentes aires corticales, qui assument diverses fonctions. *«Les aires qui coordonnent le langage par exemple doivent être connectées à toutes les autres modalités sensorielles*, explique Wolf Singer. *Car on peut reconnaître et nommer un objet aussi bien par le toucher que par la vision, l'audition ou l'odeur. Toutes ces informations doivent trouver leur chemin vers le générateur du mot.»*

Or, les connexions intermodales entre les différentes aires corticales sont beaucoup moins nombreuses chez les animaux dont les systèmes sensoriels demeurent davantage isolés, nous apprend le chercheur. Si l'animal détecte un stimulus par le système visuel, il n'est pas certain qu'il sache le généraliser dans une autre modalité, comme le toucher par exemple. *«Les animaux généralisent beaucoup moins bien, parce qu'ils ont moins de connexions intermodales»*, précise le neurobiologiste.

Par ailleurs, Wolf Singer insiste sur les synchronisations qu'il a observées entre les multiples activités neuronales qui surviennent en parallèle en diverses régions du cerveau lors d'une expérience consciente. Ces synchronisations seraient importantes pour lier les résultats de ces activités distribuées, pour les associer et les interpréter en un tout cohérent afin de créer l'unité de la conscience, explique-t-il. *«Mais ces synchronisations n'expliquent pas en soi ce phénomène de la conscience qui est si difficile à décrire parce qu'il est ressenti à la première personne. Nous supposons que les interactions entre les neurones doivent être corrélées au phénomène de la conscience, mais nous ne voyons pas la conscience se manifester dans l'activité neuronale. Il y a la réalité neuronale d'un côté et la conscience de l'autre. Les deux choses sont étroitement corrélées mais ne sont pas identiques.»* Selon le chercheur allemand, un problème philosophique fondamental subsiste donc...

DAUDELIN

SUITE DE LA PAGE 1

Cent ans et des poussières que le septième art met des images sur pellicule et les fait défiler si vite qu'elles donnent l'impression du mouvement. Et si, dans les salles de cinéma, les films passent à toute vitesse pour faire place aux suivants, les cinémathèques les conservent, les préservent, les projettent pour la mémoire.

Sauf que la vidéo, le DVD ont changé les mœurs et que la pellicule perd du terrain. *«Dans quelques années, les salles du Québec seront alimentées par satellite et les cinémathèques s'apprêtent à devenir de vrais musées.»* Robert Daudelin appréhende le jour où Kodak cessera de fabriquer de la pellicule et où des laboratoires spécialisés prendront le relais, avec des prix à la hausse.

«Pour nous, tirer des copies de films va alors devenir très complexe, soupire-t-il. *A partir du moment où les œuvres conservées ne pourront plus être reproduites sur un support identique, on n'aura alors qu'une seule copie positive disponible. Et qu'est-ce qu'on fera avec cette copie-là? Chaque fois qu'on projette un film, on l'abîme un peu, mais ne pas projeter le film va à l'encontre de la vocation des cinémathèques.»*

Eh oui, bien des choses ont changé en trente ans. Avant, un film était un film. Aujourd'hui? Euh! *«Désormais, on utilise un vocabulaire qui désigne des objets au caractère indéfini*, constate-t-il. *Des émissions de télé sont présentées comme films. Bien des organisateurs de festivals ne visionnent les œuvres que sur cassettes...»*

Le noble véhicule

Un conservateur, c'est un conservateur. Il regarde tout ce chamboulement avec un peu d'irritation, Robert Daudelin. La télé n'est pas sa tasse de thé (il oublie de regarder la sienne), la vidéo non plus. A ses yeux, le grand écran demeure le véhicule noble. Lui-même a déjà réalisé un film en 1987, *Konitz Portrait of the Artist as a Saxophonist*, témoignant de sa passion du jazz.

Il est arrivé au cinéma par la passion de la cinéphilie et le quittera par la même porte. Ce qui ne l'empêche pas de s'épater devant l'octogénaire Eric Rohmer, qui tâte des nouvelles techniques numériques dans *L'Anglaise et le duc*. *«Il nous donne une leçon*, confesse-t-il. *Ces outils-là, nous devons nous en emparer.»*

Mais comment devient-on conservateur de cinémathèque? Par hasard, souvent. Il est né à Bromont en 1939, petit village surtout résumé à une rue et trois églises et dont le nom ne rimait pas encore avec pentes de ski. Aucune salle de cinéma n'offrait de loisirs aux gamins, mais un projectionniste itinérant présentait quand même des films durant l'été, westerns et compagnie.

Le père de Robert Daudelin était marchand. A 12 ans, Robert Daudelin fut envoyé comme pensionnaire au Collège de Montréal. Très tôt, la passion des ciné-clubs, à une époque où ils battaient leur plein, lui est entrée dans le corps. Le bel avenir dans une profession libérale dont rêvaient ses parents pour lui ne lui disait rien.

Un temps assistant-monteur à Radio-Canada, poursuivant en parallèle des études de lettres à l'Université de Montréal, il bondissait à New York les fins de semaine pour voir les derniers films en salles, quand il ne courait pas les ciné-clubs avant de discuter sans fin avec les autres mordus. Il avait la piqûre. Tellement qu'en 1960, Robert Daudelin fondait la revue *Objectif* qui roulera sept ans. *Objectif* allait servir d'incubateur à Pierre Hébert, Jacques Leduc, André Théberge, Jacques Bensimon et bien d'autres.

En 1962, ce fut pour lui l'inévitable stage à Paris avec épouse et deux enfants et l'occasion de visionner des centaines de films, de fréquenter la Cinémathèque française, en abordant respectueusement, parfois, le bonze des lieux, Henri Langlois. A son retour en 1963, Daudelin s'impliqua dans le Festival international du film de Montréal. Projets spéciaux, rétrospectives, il travaillait ici et là pour la Cinémathèque. En 1972, lorsqu'il en prit la tête comme directeur général et conservateur, ce ne fut pas par hasard. Sa passion l'avait conduit là.

Le passé marxiste

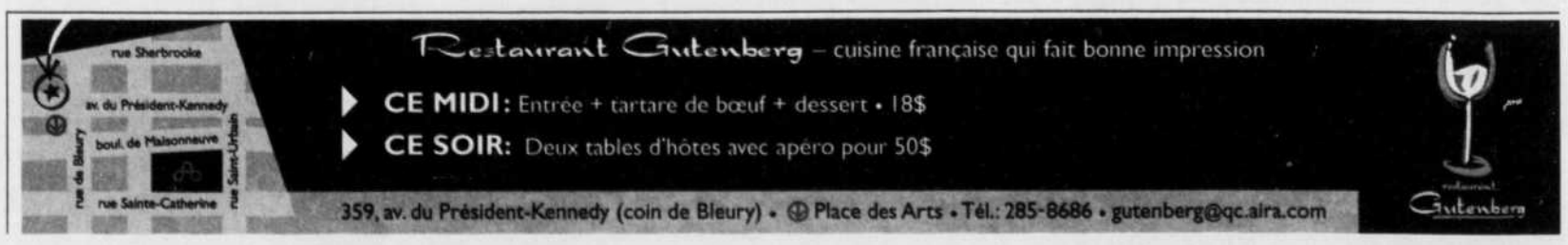
Daudelin, c'est aussi le passé marxiste. Un vent de contestation flottait sur les années 60; droits des Noirs, guerre du Vietnam. Daudelin a été du groupe En lutte, militant croyant.

Aujourd'hui, il y pense avec un certain détachement. *«Ça nous a aidés à regarder le monde et à être sensibles à ses iniquités*, estime-t-il. *Contrairement à certains de mes camarades, je n'éprouve aucune amertume face à ce passé-là. J'ai des amis qui, après des études brillantes, sont partis travailler à l'usine. Moi, je me suis toujours impliqué dans le domaine qui me passionnait: le cinéma. A la Cinémathèque, on a eu bien sûr un intérêt pour le septième art soviétique de la grande époque, mais mes convictions n'ont pas coloré vraiment notre orientation générale.»*

Aujourd'hui, il sait que le règne Daudelin a porté ses fruits: 30 000 films de toutes origines avec un volet québécois pratiquement complet (mis à part quelques fantômes introuvables), 25 000 émissions télé et autant d'affiches, 300 000 photos, 40 000 livres, etc.: la Cinémathèque possède d'honorables collections. Robert Daudelin se sent toujours révolté devant la panne de budget d'acquisition, mais les problèmes de financement qui étranglaient l'institution et culminaient en 2000 sont désormais à peu près gommés.

Rappelons que La Cinémathèque (au départ appelée canadienne) est née en 1963 dans le sous-sol du réalisateur cinéphile Guy Côté, qu'elle squatta divers locaux avant d'avoir pignon sur rue boulevard de Maisonneuve en 1982, puis de gagner du calibre et du chic en 1997. Robert Daudelin l'a vue pousser, comme il a contribué à la propulser sur la scène internationale. Il a été secrétaire général de la Fédération internationale des archives de films (la FIAF) de 1979 à 1985, puis son président de 1989 à 1995.

Autres temps, autres mœurs, là aussi... Le conservateur se souvient d'une époque où, dans ce réseau international des cinémathèques, tout le monde se connaissait et se prêtait des copies de films sans chichis ni contrats. Aujourd'hui, un film, c'est précieux. Bientôt, il sera une denrée rare, alors le réseau se fait moins généreux. Toutes ces institutions se retrouvent un peu désorientées désormais.

Robert Daudelin ne sait pas de quoi son propre avenir sera fait. *«Je n'ai jamais été pigiste de ma vie»*, confesse-t-il. L'enseignement? Peut-être. Un travail sur le documentaire qui le passionne? Possible. Tourner un film? Il n'y a guère pensé. Un projet d'écriture sur le jazz? Il y songe, tout en se sentant dans le domaine amateur éclairé plutôt qu'expert.

Le conservateur a envie de lire ses classiques et de voir venir. A d'autres le casse-tête de l'avenir des musées et des archives du cinéma. A d'autres le renouvellement dont il rêve pour le temple dont il fut trente ans le grand prêtre.